

VENDEDI 24 AVRIL 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = Le pétrole, source de la prochaine crise financière ? p.1
- = « Croyez au pétrole, toute chute n'est pas une raison d'angoisse mais une occasion d'acheter » p.7
- = Les « fracklogs », nouvelle forme de stockage de pétrole ? p.10
- = 6 – Un peu de thermodynamique p.12
- = La réunion de l'Eurogroupe doit se tenir le 24 avril à Riga....Le scénario du défaut de paiement de la Grèce se précise ! p.16
- = La mère de toutes les crises boursières ? (Bruno Colmant) p.18
- = Des changements en lesquels ils ne croient pas (J-H Kunstler) p.19
- = Le FMI tira la sonnette d'alarme sur la dette (Bill Bonner) p.21
- = Guerre monétaire : quand les devises abandonnent l'étalon-or (Jim Rickards) p.23
- = « Énorme déception pour la zone euro selon l'AFP qui est très surprise... ! » p.26
- = Réveil brutal au coeur de l'eldorado pétrolier canadien p.30
- = Les commandes des usines des plus grandes économies du monde ont été décevantes en avril p.34
- = Les exportations algériennes de pétrole vers les États-Unis en forte baisse p.35
- = Doit-on toujours payer ses dettes ? (Thomas Piketty) p.36
- = CONSEILS ÉCLAIRÉS DES « PROS » DE LA FINANCE (François Leclerc) p.38
- = La bombe à retardement déflationniste à elle été désamorcée ? p.39
- = L'étalon immobilier (Michel Santi) p.42
- = Des experts l'affirment: « Le temps de l'exclusivité américaine est fini » p.44
- = Grèce: une entente de financement semble hors de portée p.44



**[NYOUZ2DÉS : Le sujet du pétrole est toujours notre priorité :
il sera la cause de la fin de la civilisation industrielle.]**



Le pétrole, source de la prochaine crise financière ?

Avril 23, 2015/ Par Benjamin Louvet /par Les Econoclastes

Le pétrole est le sang de l'économie mondiale. Il n'y a qu'à voir pour s'en convaincre la proximité historique entre les crises pétrolières et les récessions économiques.

Aussi lorsque celui-ci corrige de plus de 60% en un peu plus de 6 mois, nombre d'intervenants se réjouissent de cette correction et y voient un espoir de mettre fin à la crise économique et financière. La baisse des coûts de l'énergie, en redonnant du pouvoir d'achat aux ménages et en réduisant les coûts de production des grandes entreprises agirait comme un électrochoc

capable de relancer l'économie mondiale.

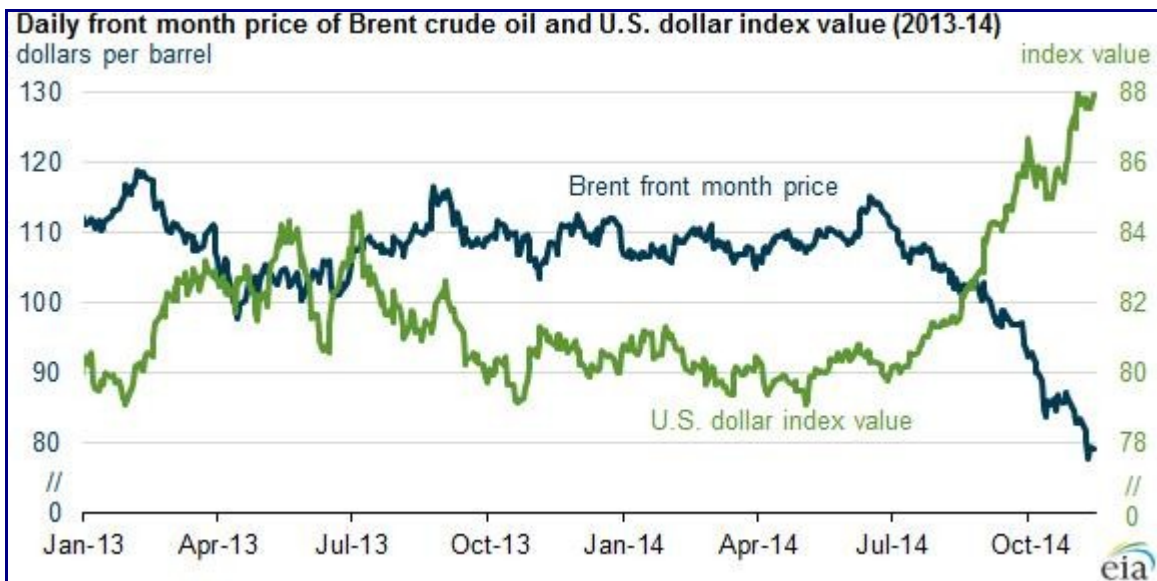
Mais la baisse des prix du pétrole n'arrange pas tout le monde. Les pays producteurs voient leurs revenus diminuer, ce qui réduit d'autant la création de richesse mondiale. Au final, un certain consensus semble se dégager, qui laisse entendre qu'une correction des prix du baril de pétrole de 20\$ pourrait entraîner un surcroît de croissance de 0.20% de croissance mondiale par an. Intéressant... surtout quand on considère que le pétrole vient de perdre plus de 60\$!

Il est incontestable que la baisse des prix du pétrole a un effet bénéfique sur le revenu disponible pour les consommateurs américains. On estime ainsi que la correction d'un cent des prix à la pompe aux USA rend 1,5 milliard de dollars de pouvoir d'achat aux consommateurs américains. La baisse récente de plus de 1 dollar (à fin décembre) du prix des carburants aux Etats-Unis aurait ainsi rendu quelques 150 milliards de revenu disponible à la population américaine, soit environ 1% du PIB américain.

Ce qui n'est pas évident en revanche, c'est que ce revenu disponible soit systématiquement utilisé par les ménages pour consommer davantage. Ainsi, dans un contexte économique incertain, il n'est pas aberrant d'imaginer que les consommateurs décident d'augmenter leur taux d'épargne, plutôt que de profiter de l'effet d'aubaine. Cette nuance est essentielle, car factuellement, depuis le début des années 2000, chacune des phases de correction des prix du pétrole supérieure à 20% s'est soldée dans un premier temps par un recul des ventes de détail aux Etats-Unis. Et la dernière baisse entamée cet été n'échappe pas à la règle : les chiffres publiés début janvier font ressortir des ventes de détail en recul pour le mois de décembre et des révisions importantes pour le mois de novembre.

Selon un sondage de la chaîne de télévision CNBC, les américains ne sont ainsi que 8% à envisager de profiter de la baisse des prix à la pompe pour augmenter leurs dépenses de consommation. Le sentiment est généralisé, il touche toutes les classes d'âge.

Pour le reste du monde, le mouvement de dépréciation du prix de l'or noir a été concomitant avec une appréciation de la monnaie américaine par rapport aux autres grandes devises mondiales. Le gain de pouvoir d'achat des grandes nations consommatrices (Europe, Japon...) est donc limité d'autant.



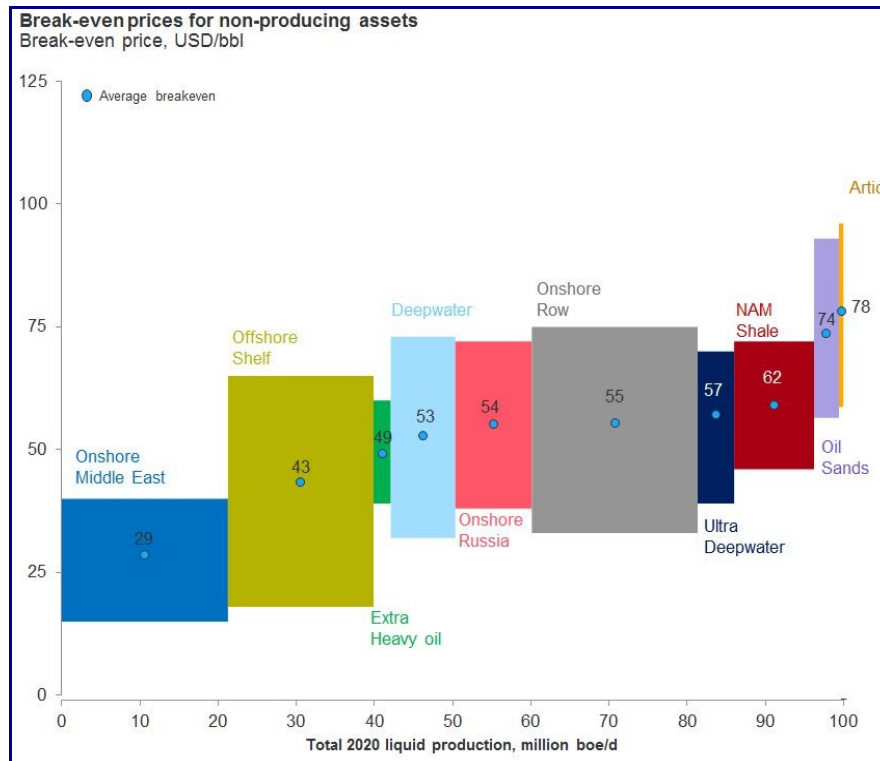
A cela s'ajoute une fiscalité extrêmement élevée sur les produits pétroliers, qui atténue l'impact positif de la baisse des prix du pétrole sur les prix à la consommation. Ainsi, en France par exemple, la baisse de 35% du prix de l'or noir au 1^{er} décembre ne s'était répercutée que par un recul des prix de 8,6% à la pompe. Certains pays, comme la France et la Chine, ayant également vu dans la correction en cours une bonne occasion d'ajuster leur politique fiscale sur les carburants (baisse des subventions en Chine et en Inde), l'impact positif sur la consommation est là encore réduit.

Côté entreprises, si celles-ci devraient profiter d'une baisse de leurs coûts de production, il n'est pas certain, compte tenu de la situation de la demande, qu'elles ne soient pas obligées de transposer en grande partie ces gains dans leurs prix de vente. Ce phénomène, s'il s'avère, pourrait transformer la désinflation dont souffrent les économies développées en déflation.

Rappelons que les produits pétroliers représentent environ 10% des paniers servant au calcul de l'inflation dans les grands pays développés. Avec une baisse de 60% des prix depuis 6 mois, le mouvement en cours aura un impact sur l'inflation qui peut être de nature à retarder les décisions d'achat.

Mais le plus problématique est sans doute la situation des entreprises américaines du secteur énergétique. Celles-ci sont en effet touchées de plein fouet par la baisse du pétrole, et les conséquences pour l'économie toute entière peuvent être dramatiques. D'abord parce que ces entreprises ont des coûts de revient élevés. Le forage de pétrole de schiste est une technique beaucoup plus coûteuse que les techniques de forage conventionnelle. Que l'on parle de 50, 60 ou 70\$ le baril, le coût d'extraction est bien supérieur à

celui des pétroles conventionnels, qui sortent à moins de 15\$ le baril pour l'Arabie Saoudite comme pour la Russie.



Coûts de production, en \$ par baril (source : IEA, Morgan Stanley, Seadrill)

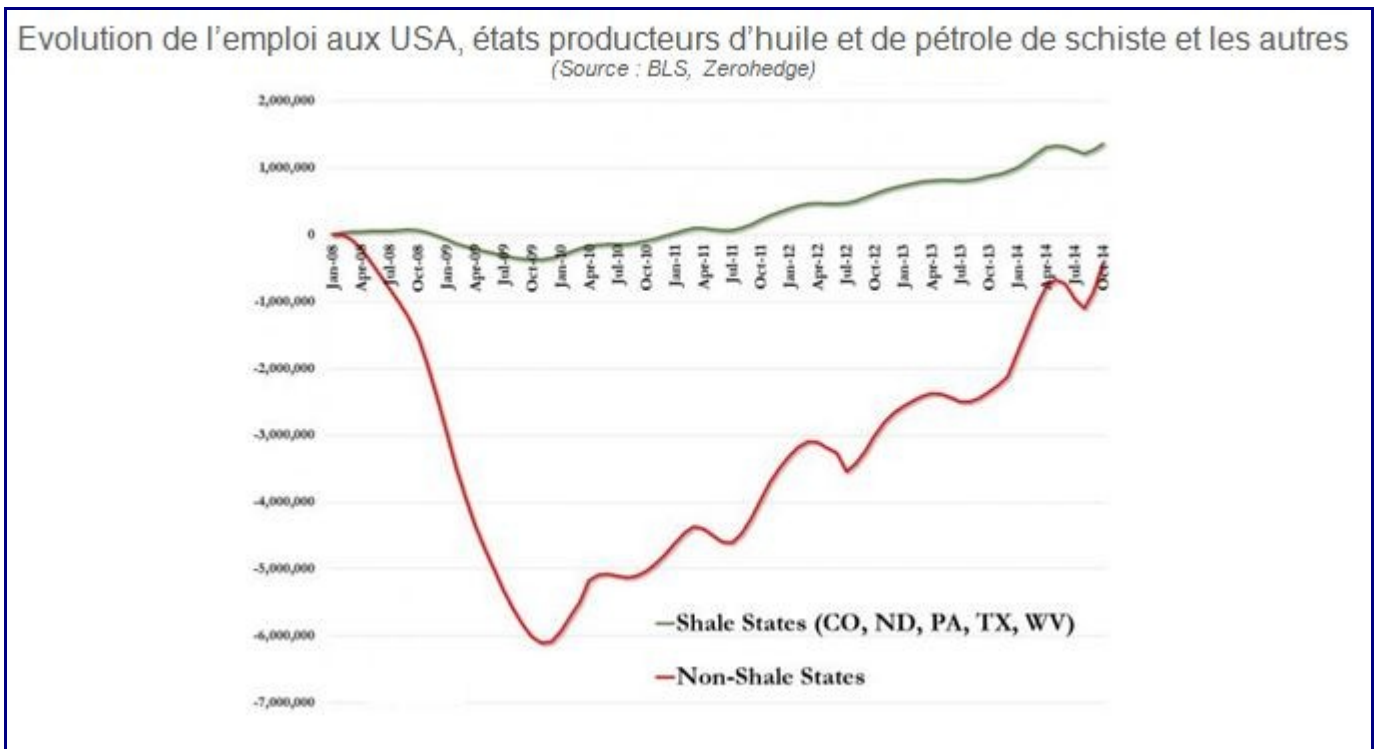
Ensuite, car les forages de pétrole non conventionnels ont la particularité d'être des puits ayant une durée de vie très courte : ils donnent beaucoup de pétrole pendant peu de temps. Il faut donc sans cesse creuser de nouveaux puits. Cette technique est donc très consommatrice d'investissement. La conséquence est que les entreprises de ce secteur sont endettées, très endettées. Selon Deutsche Bank, les entreprises du secteur énergétique représentent à elles seules environ 16% du marché des obligations risquées à haut rendement aux USA. Toujours selon la banque, à 60\$ le baril, la quasi-totalité de ces sociétés a un rapport entre sa dette et sa capitalisation boursière supérieur à 65%. La conséquence est que 30% de ces compagnies au moins pourraient se retrouver en faillite dans les deux ans, soit 5% du total du marché High Yield. Cela pourrait être d'une part pénalisant pour les entreprises, mais aussi pour les banques qui leur ont prêté.

D'autant que si la dette ne diminue pas, la capitalisation boursière de ces groupes elle, recule. Avec un pétrole qui s'inscrit pendant plusieurs mois en recul de plus de 30%, les sociétés n'ont d'autre choix que de revoir les quantités de réserves qu'elles peuvent récupérer, de même que la valorisation

de celles-ci. La conséquence est une dépréciation des actifs de la société généralement accompagnée d'une défiance des investisseurs qui se traduit par un recul de la capitalisation. Ce phénomène est entre autre largement responsable de la très forte correction qu'ont pu connaître les actions minières aurifères ces dernières années.

L'autre élément inquiétant pour les Etats-Unis est l'impact que le ralentissement de l'investissement de ces entreprises pourrait avoir sur la croissance et l'emploi outre-Atlantique. Avec plus de 1000 milliards de dollars d'investissement qui pourraient être remis en question selon Goldman Sachs, et alors que les entreprises énergétiques représentent 30% du total des investissements des entreprises du S&P 500, il faudra compter sur d'autres secteurs pour que la croissance américaine puisse se maintenir. Rappelons que l'investissement des entreprises est l'une des composantes du calcul du PIB.

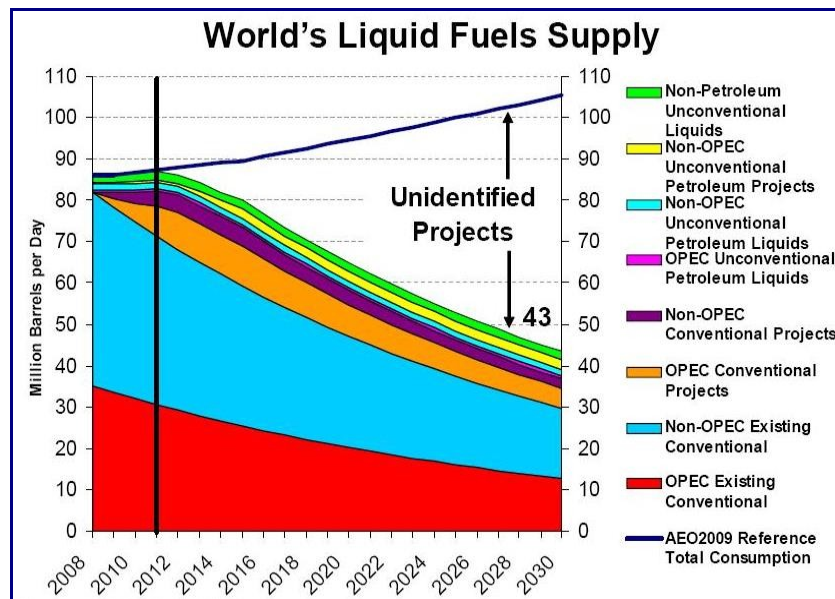
L'impact sur l'emploi est lui aussi à prendre en compte. Le développement des pétroles de schiste aux USA serait responsable de plus de 40% des créations d'emplois du pays depuis le début des années 2000. On peut donc craindre que ce soutien disparaisse et que les suppressions d'emplois qui ont déjà commencé, s'accélèrent et viennent contrebalancer les effets de la politique monétaire américaine.



Dans un contexte économique encore convalescent, le pétrole pourrait donc être le déclencheur de nouveaux remous sur les marchés financiers. Au moment où les intervenants espéraient un début de normalisation des taux d'intérêts, la dégradation du secteur pétrolier pourrait obliger la banque centrale américaine à revoir ses anticipations de croissance, d'inflation et d'emploi et ainsi reporter une éventuelle remontée des taux d'intérêts. Cela voudrait dire que les marchés obligataires sont toujours ceux qui présentent le plus de potentiel pour 2015, et ce contre toute attente.

Quant au pétrole, ne nous y trompons pas : la baisse actuelle n'est pas la fin, mais le début de la hausse. Ceci nécessitera d'abord la sortie des acteurs les plus faibles, c'est-à-dire ceux ayant les coûts d'extraction les plus élevés que sont les producteurs de schiste américains et de sables bitumineux canadiens.

Ceci devrait prendre encore quelques mois, du fait des couvertures mises en place et d'un certain nombre d'impératifs techniques et réglementaires. Mais dans un marché où la production de pétrole conventionnel est en baisse depuis 2010, et où le taux de déplétion naturel est d'environ 5% par an, il nous faut trouver l'équivalent de 4 fois la production de l'Arabie Saoudite tous les 10 ans pour maintenir la production mondiale à son niveau actuel.



Alors que la demande, elle, ne cesse de progresser avec le développement des marchés émergents, le manque d'investissement généré par la baisse actuelle des cours se traduira forcément par une remontée importante des prix, une fois ces ajustements terminés.

« Croyez au pétrole, toute chute n'est pas une raison d'angoisse mais une occasion d'acheter »

John Davison Rockefeller 1839-1937.

Dr Thomas Chaize Posted on 24 avril 2015

Moins de pétrole liquide peut être... mais par contre plus de gaz...!

La production de six grandes compagnies pétrolières depuis 1999!

Malgré la part croissante du gaz naturel, la production Boe(Barrel Of Oil Équivalent ou Baril Equivalent Petrole-BEP) diminue.

La part de liquides la production Boe (Barrel Of Oil Equivalent ou Baril Équivalent-BEP) est de plus en plus faible.

- Elle représentait 63-4% en 1999-2001, aujourd'hui elle n'est plus que de 50%.
- Ces grandes compagnies représentent la part la plus dynamique de la production pétrolière, leur production de liquide a baissé dans un environnement favorable (hausse de 2008 et 2011-13).

C'est révélateur de la « fragilité » de la production mondiale de pétrole.

« Croyez au pétrole, toute chute n'est pas une raison d'angoisse mais une occasion d'acheter ».....John Davison Rockefeller 1839-1937.

Pour comprendre la production de pétrole il faut d'abord savoir qu'il n'est pas question de production de pétrole, mais de liquides et d'équivalent pétrole !

- *Que ce soit pour la production mondiale de pétrole ou la production d'une grande compagnie, il est toujours question de liquides et non de pétrole.*

La **production de liquides** comprend le pétrole conventionnel (le précieux !) mais aussi :

- - les carburants de synthèse : BTL (Biomass To Liquid), GTL (Gas To Liquid), CTL (Coal To Liquid)...

- - Le pétrole de schiste : TOL (Tight Oil)
- - Les sables bitumineux et les huiles lourdes (en dessous de 10° API)
- - Les condensats (au dessus de 45° API)

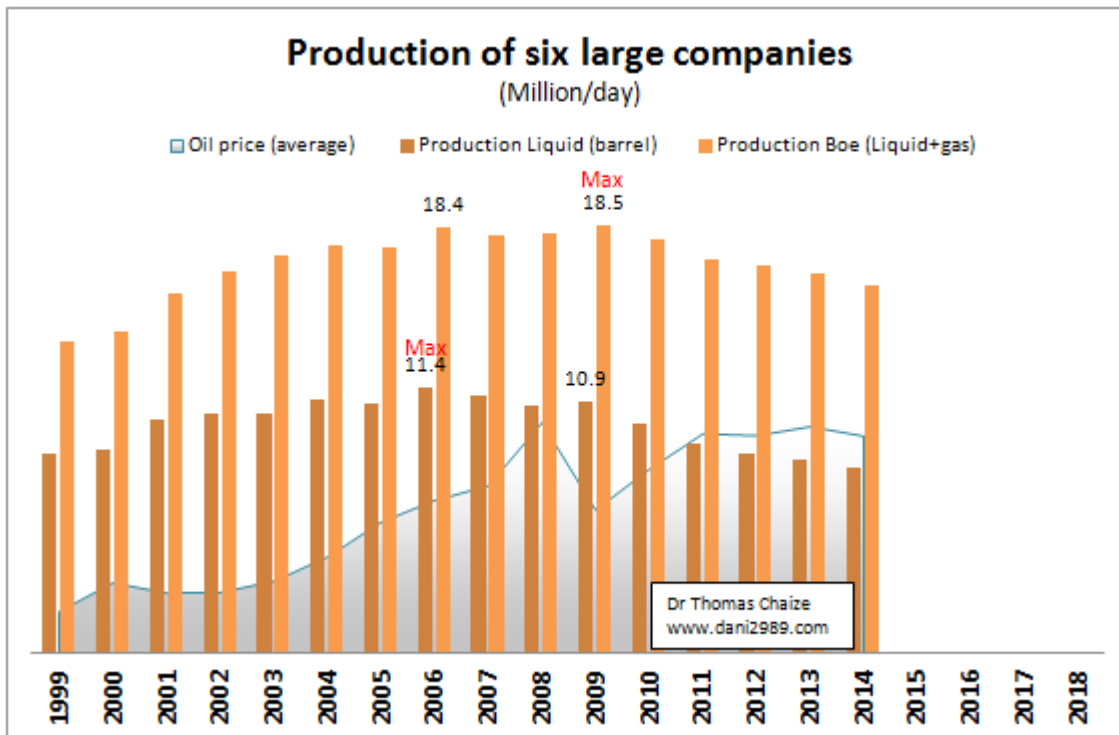
La **production BOE** (Barrel Of Oil Equivalent) est une sorte de sandwich comptable dans laquelle on additionne la production de liquides et la production de gaz.

La conversion du gaz en baril Boe se fait sur une base « *thermale* »(énergétique), et non financière, pourtant le pétrole est bien plus facile à transporter et utiliser que le gaz.

Par exemple, La compagnie x a une production de 6 millions de barils BOE, dont 3 millions de liquides.

Traduction : la moitié de sa production est du gaz et l'autre moitié sont des liquides, parmi ces liquides une partie seulement est du pétrole conventionnel.

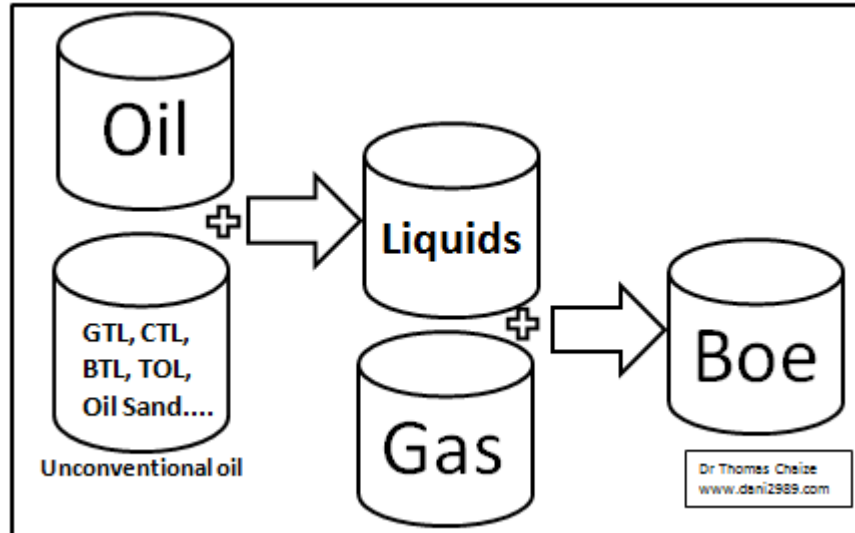
Sur le graphique ci-dessous, vous pouvez observer l'évolution de leur production cumuler de six grandes compagnies pétrolières.



Vous remarquerez que la **production Boe** (liquides plus gaz) a eu deux sommets en 2006 et 2009 : le sommet de 2009 est légèrement plus haut que celui de 2006.

La **production de liquides** a aussi deux sommets, un en 2006 et l'autre en 2009.

Mais celui de 2009 est inférieur à celui de 2006, car la production de liquides baisse depuis 2006.



La production de liquides de ces six grandes compagnies représente +/- 9% de la production mondiale de pétrole.

Le reste est produit par des compagnies nationales (surtout) ou des compagnies plus petites (un peu).

Même si elles ne représentent « que » 1/10ème de la production mondiale, ce sont ces compagnies, pour la plupart centenaires, qui détiennent les capacités techniques et financières pour s'adapter.

Et malgré la hausse des prix de 2008 et 2011-13 leur **production BOE** baisse un peu, leur **production de liquide** baisse beaucoup et probablement que leur production **de pétrole conventionnel** baisse énormément !

Par soucis de clarté, j'ai exclu beaucoup d'informations, de remarques de cette explication et de ce graphique.

Il ne faut retenir que les grandes lignes :

1° malgré la part croissante du gaz naturel la production Boe(Barrel Of Oil Equivalent ou Baril Equivalent Petrole-BEP) diminue.

2° La part de liquide dans la production Boe(Barrel Of Oil Equivalent ou Baril Equivalent Petrole-BEP) est de plus en plus faible.

Elle représentait 63-4% en 1999-2001, aujourd'hui elle n'est plus que de

50%.

Ces grandes compagnies représentent la part la plus dynamique de la production pétrolière, leur production de liquide a baissé dans un environnement favorable (hausse de 2008 et 2011-13).

***C'est révélateur de la « fragilité » de la production mondiale de pétrole.
« Croyez au pétrole, toute chute n'est pas une raison d'angoisse mais une occasion d'acheter »***

John Davison Rockefeller 1839-1937.

Les « fracklogs », nouvelle forme de stockage de pétrole ?

avril 24, 2015/ Benjamin Louvet /par Les Econoclastes

Alors que le mois dernier encore, certains évoquaient la possibilité de voir les prix du pétrole descendre jusqu'à 20\$ le baril du fait de l'abondance de production tant en Russie qu'au Moyen Orient et aux Etats-Unis, les prix ont pris la direction opposée ces dernières semaines.

En cause : l'annonce des premières réductions de production des entreprises opérant dans le secteur des pétroles de schiste aux USA d'une part, et la reprise de la consommation de carburant et l'augmentation de l'utilisation des capacités de raffinage outre-Atlantique d'autre part. En l'espace de quelques semaines, on a ainsi vu la demande de pétrole des raffineries augmenter de plus de 500 000 barils par jour, les opérations de maintenance précédant la période estivale touchant à leur fin.

Mais la tendance est-elle durable ? Si l'administration américaine confirme un ralentissement à venir de la production, certains opérateurs s'inquiètent de la capacité des entreprises opérant dans le secteur pétrolier à reprendre très rapidement la production si les prix devaient remonter prochainement. En effet, devant le manque de capacité de stockage disponible et les difficultés à trouver des financements, certaines entreprises ont développé une nouvelle technique : les « fracklogs ».

Cela consiste à réaliser le forage préparatoire d'un puits (études préparatoires, forage, tubage et cimentage) sans réaliser les opérations de finalisation de la mise en production, soit la mise en œuvre de l'ensemble des

équipements utiles à l'extraction proprement dite. L'idée est ingénieuse : on constitue une nouvelle forme de stockage, avec un pétrole que l'on peut rapidement aller chercher en cas de besoin et de remontée des prix, tout en économisant les coûts de finalisation. Car si pour un puits de pétrole conventionnel, le forage représente la quasi-totalité des coûts, dans les forages non conventionnels, les travaux de mise en service peuvent représenter à eux seuls les deux tiers des dépenses. Le forage d'un puits de pétrole de schiste coûtant de l'ordre de 6 millions de dollars, on parle tout de même d'une économie de quelques 4 millions par puits.

La méthode prend donc de l'ampleur et pourrait représenter pratiquement 3000 puits sur l'ensemble du territoire américain, selon le consultant Evercore ISI. Selon IHS, l'un des principaux cabinets d'analyse des marchés pétroliers, il y aurait 1400 puits de ce type dans le sud du Texas, sur le champ pétrolifère d'Eagle Ford. Au total, au niveau national, le phénomène pourrait donc constituer une réserve de production de l'ordre de 370 000 barils par jour, selon le consultant Genscape.

C'est sans doute ce qui fait du nombre de puits une donnée stratégique. Cela expliquerait d'ailleurs pourquoi Baker Hughes, filiale d'Halliburton spécialisée dans les services pétroliers, a décidé d'arrêter brutalement la publication trimestrielle de son « well count » (à ne pas confondre avec [la publication hebdomadaire des « rig count »](#) dont nous avons déjà parlé), quelques heures avant l'annonce des chiffres du premier trimestre. Sans doute la compagnie n'a pas voulu faire courir à ses clients le risque d'une nouvelle baisse des prix du pétrole qui aurait pu les mettre en grande difficulté.

D'autant que la période est cruciale pour les compagnies pétrolières. En effet, le mois d'avril est l'une des périodes où les banques passent en revue l'ensemble des conditions de crédit de leurs clients du secteur énergies. Ainsi, les capacités d'emprunts sont réévaluées en fonction du cours moyen du pétrole sur les 12 derniers mois. Or, depuis la dernière revue en octobre, ce prix de référence est passé de 99\$ le baril à 80\$. On peut donc envisager un resserrement drastique des conditions financières. Certaines sociétés, comme Sabine Energy, ont d'ailleurs d'ores et déjà averti leurs actionnaires et leurs créanciers qu'elles pourraient se retrouver dans l'impossibilité de faire face à leurs engagements.

Reste à savoir si en cas de faillite, étant donné la parcellisation de ce marché,

des compagnies se porteront acquéreurs des actifs. L'autre question est de savoir si, dans un contexte de resserrement des conditions de crédit, les sociétés seront en mesure, en cas de remontée des prix, d'obtenir rapidement les financements nécessaires au déploiement des puits en attente... Le pétrole pourrait donc avoir du mal à retrouver rapidement les 100\$, mais la probabilité que les prix plus bas soient désormais derrière nous augmente...

Rédigé par Benjamin Louvet, Directeur Général Délégué de Prim Finance.

6 – Un peu de thermodynamique

Série « François Roddier » # 6 12 mars 2006

L'homme préhistorique ne pouvait compter que sur ses muscles. Devenu agriculteur, il doit retourner la terre, faucher le blé et le battre pour en extraire les graines, puis écraser les graines pour en faire de la farine. Tout cela à la sueur de son front. Après avoir réussi à domestiquer des animaux, il parvient à en utiliser certains pour tirer une charrue ou faire tourner une meule. Il réussit ensuite à utiliser l'énergie motrice d'un courant d'eau (moulin à eau) ou d'air (moulin à vent). Ce n'est qu'à la fin du 17^{ème} siècle qu'il réussit à utiliser le feu. En 1690, Denis Papin construit la première machine à vapeur [\(1\)](#).

En 1769 James Watt dépose le brevet de la première machine à vapeur utilisable industriellement [\(2\)](#). Ces développements conduisent à une réflexion théorique. Si la chaleur peut produire de l'énergie mécanique, l'inverse est encore plus facile. Par frottement, l'énergie mécanique produit de la chaleur. En 1842, le physicien anglais James Prescott Joule démontre l'équivalence des deux formes d'énergie. En son honneur, l'énergie est de nos jours mesurée en "joules" [\(3\)](#). Pour élever de 1 degré la température de 1 gramme d'eau, c'est-à-dire produire une calorie, il faut dépenser une énergie mécanique de 4,18 joules. Joule étudie aussi la dissipation de l'énergie électrique en chaleur, appelée de nos jours "effet Joule". La puissance d'un radiateur électrique est maintenant mesurée en watts, c'est-à-dire en joules/seconde.

Le feu est une réaction chimique vive d'oxydation par l'oxygène de l'air. Le

feu convertit donc de l'énergie chimique en chaleur. En 1800, Volta venait de fabriquer la première pile capable de convertir directement l'énergie chimique en électricité. On pouvait donc passer d'une forme d'énergie à une autre. La lumière elle-même ou tout rayonnement électromagnétique produit, lorsqu'il est absorbé, un échauffement et propage donc de l'énergie. Il a fallu attendre Einstein et sa fameuse relation $E=mc^2$ pour s'apercevoir que toute matière est de l'énergie. Ainsi matière et rayonnement, c'est-à-dire tout l'univers est énergie. Si tout est énergie, alors pourquoi la crise du pétrole est-elle un problème? Ce ne sont pas en effet les sources d'énergie qui manquent, mais les sources d'énergie facile à convertir en énergie mécanique.

L'homme a d'abord utilisé de l'énergie déjà présente sous forme mécanique. C'est le cas de l'énergie du vent ou des chutes d'eau. Si la conversion d'énergie mécanique en chaleur est aisée, partir de la chaleur pour obtenir de l'énergie mécanique est bien plus difficile. Au 19^{ème} siècle on s'interroge sur la cause de cette difficulté et sur le meilleur moyen de la surmonter. En 1824, un polytechnicien de 28 ans, Nicolas Léonard Sadi Carnot apporte le premier une réponse à ce problème en publiant une brochure d'une centaine de pages intitulée "sur la puissance motrice du feu" (4). Cet ouvrage fondamental établissait les bases théoriques d'une nouvelle science, la thermodynamique (5). Carnot part du fait que la production de chaleur par frottement mécanique est un phénomène irréversible. Pour effectuer la transformation inverse, c'est-à-dire transformer de la chaleur en énergie mécanique il faut utiliser des transformations réversibles. Ceci n'est possible que si l'on dispose de deux sources de chaleur à des températures différentes. Il faut extraire de la chaleur d'une source chaude (pour produire de la vapeur). Mais il faut aussi obligatoirement en rendre une partie à une source froide (pour la condenser). On ne peut donc convertir qu'une partie seulement de la chaleur en travail. Cette partie est d'autant plus grande que la différence de température entre les deux sources est plus élevée. Ainsi, le rendement de la transformation, appelé depuis le rendement de Carnot, est toujours inférieur à l'unité. Il ne dépend pas du fluide utilisé mais seulement de la température des sources. Il est proportionnel à la différence entre leur deux températures.

Carnot montrait ainsi que la chaleur est une forme dégradée d'énergie. S'il est possible d'en récupérer une partie grâce à des différences de température, on sait que les températures tendent généralement à s'uniformiser rendant

peu à peu l'énergie thermique définitivement irrécupérable. D'une façon générale, l'énergie se conserve mais se dégrade. Lorsqu'on parle couramment de "consommation d'énergie", en fait on ne la consomme pas, on la dégrade irréversiblement sous forme de chaleur. Rien ne se perd, rien ne se crée mais tout évolue inexorablement. Je reviendrai plus en détail sur ce sujet.



Nicolas Léonard Sadi Carnot à 17 ans
en habit de polytechnicien

On peut classer les différentes formes d'énergie selon la nature des forces mises en jeu: forces de gravité, forces électromagnétiques et forces nucléaires. Il est important de distinguer la source d'origine des formes utilisées ensuite pour le stockage et le transport. On peut obtenir sur terre un peu d'énergie d'origine gravitationnelle grâce au mouvement des marées. Cette énergie est prise essentiellement sur le système terre-lune avec pour effet de ralentir insensiblement la lune sur son orbite. Pour le reste, l'énergie sous forme gravitationnelle est principalement utilisée comme stockage dans les barrages. La source de presque toute l'énergie utilisée sur terre est d'origine électromagnétique. C'est le rayonnement solaire. On peut le convertir directement en électricité grâce à l'effet photoélectrique. La nature l'utilise depuis longtemps dans la photosynthèse. Sans lui nous n'aurions pas d'oxygène pour respirer, ni d'aliments pour nous nourrir.

C'est l'énergie solaire qui agite l'atmosphère et pompe l'eau qui alimente nos rivières. Elle fait tourner nos moulins et alimente nos barrages. C'est elle qui fait pousser les arbres et nous fournit le bois pour nous chauffer l'hiver. C'est elle que la vie a lentement emmagasinée pendant des millions d'années sous forme d'énergie fossile. Le pétrole en est sans doute la forme la plus précieuse. Deux siècles auront suffi à l'homme pour l'épuiser. On peut enfin extraire de l'énergie de la matière soit par fission soit par fusion nucléaire. La fission utilise la radioactivité naturelle. La façon la plus bénigne de le faire

est d'utiliser la chaleur qu'elle dégage dans la terre, c'est-à-dire l'énergie géothermique. La consommation mondiale d'énergie géothermique représente 0,18% de l'énergie consommée sous forme de pétrole. Une façon plus radicale est d'extraire de la terre ses éléments radioactifs (essentiellement l'uranium) et de les concentrer. Lorsque la concentration est suffisante on obtient une réaction en chaîne comme celle de la première bombe atomique. Si l'on maîtrise la réaction, on obtient un dégagement de chaleur important tel que celui produit dans une centrale nucléaire. La chaleur est alors convertie en électricité, un fleuve comme le Rhône servant de source froide.

En France, 80% de l'électricité est d'origine nucléaire. A ce rythme, les réserves d'uranium sont estimées durer de l'ordre d'un siècle. L'exemple de Tchernobyl entre autres montre que ce n'est pas sans danger. Il y a aussi production de déchets radioactifs dont on ne sait toujours pas se débarrasser de façon entièrement satisfaisante. La fusion nucléaire consiste à fusionner deux noyaux d'hydrogène (plutôt sous forme d'isotopes: deutérium, tritium) pour obtenir un noyau d'hélium. C'est ainsi que fonctionne une bombe à hydrogène. C'est aussi de cette façon que le soleil produit son énergie. Il le fait grâce à la gravité qui confine la matière sous des pressions (150 milliards d'atmosphère) et des températures (14 millions de degrés) énormes. À l'échelle de la terre, la gravité n'est plus utilisable. Il faut trouver une autre forme de confinement. Aucun matériau ne résiste. Toutes les méthodes essayées jusqu'ici consomment plus d'énergie que la fusion n'en produit.

L'homme ne se décourage pas pour autant. Il est présomptueux et veut prouver qu'il est capable de rivaliser avec le soleil (6). Y arrivera-t-il? et à quel prix?

NOTES :

(1) http://www.ledenispapin.com/denispapin_inventeurdelamachineavapeur.htm

(2) <http://visite.artsetmetiers.free.fr/watt.html>

(3) Le joule est le travail effectué par une force de 1 newton qui déplace son point d'application de 1 mètre. Le newton est la force capable de communiquer une accélération de 1 mètre/sec² à une masse de 1 kg (force exercée par un poids d'environ 102 g.)

(4) Ce livre historique, régulièrement réédité, est toujours disponible en librairie.

(5) <http://www.carnot.org/Francais/nicolas%20leonard%20sadi%20carnot.htm>

(6) <http://www.lps.ens.fr/~balibar/ITER.pdf>

La réunion de l'Eurogroupe doit se tenir le 24 avril à Riga...Le scénario du défaut de paiement de la Grèce se précise !

Qui perd gagne , Posted on [23 avril 2015](#)

Le 24.04.2015 tous les regards se tournent vers la Grèce

La Grèce va-t-elle faire défaut le 24 avril ?

Par Coralie Delaume

- C'est bien possible. Car le silence coupable de la France sur ce dossier et l'interlude marqué à l'occasion des fêtes de Pâques n'empêchent pas les choses de suivre leur cours et d'aller tranquillement... dans le mur.
- **L'Eurogroupe doit se tenir le 24 avril à Riga.**
- Évidemment, les « partenaires » de la Grèce vont l'y sommer une fois de plus de franchir ce que son gouvernement considère comme des « lignes rouges » : baisse des retraites et nouvelles encoches dans le droit du travail essentiellement.
- Tsipras ne semble pas prêt à céder là-dessus.
- Et l'Allemagne ne paraît pas disposée à lui faire quelque cadeau sur le sujet.
- Du coup, la situation pourrait demeurer bloquée.
- Le très souple et très conciliant ministre allemand des Finances Wolfgang Schauble a d'ailleurs eu ces mots récents : « personne ne dispose du moindre indice laissant espérer que nous parviendrons à un accord sur un programme ambitieux ».

Bref, la Grèce ne semble pas prête de recevoir la tranche d'aide de 7 milliards d'euros qu'elle espère...

En attendant :

- Standard and Poor's a dégradé la Grèce.

La note de sa dette a été abaissée d'un cran, à CCC+ assortie d'une perspective négative.

- - L'idée de mettre en circulation une « double monnaie » pour payer les

traitements des fonctionnaires et les retraites, est de plus en plus souvent évoquée, que ce soit dans la presse grecque ou dans la presse britannique.

- - Celle qu'**un défaut partiel de la Grèce pourrait intervenir immédiatement après l'échec – prévisible – des négociations de Riga**, fait elle aussi son chemin, tant le pays commence à être à sec.
- **Ce défaut, d'ailleurs, n'entraînerait pas forcément une expulsion de la zone euro.**
- Et pour cause : rien, dans les traités, ne rend cette exclusion possible.
- Les créanciers du pays – essentiellement des acteurs publics depuis que l'UE, en 2010, a généreusement aidé les banques françaises et allemandes à se dégager du borbier et que le risque a été transféré vers les États-membres, le MES et la BCE – en seraient alors pour leurs frais.
- Et une crise politique majeure s'ouvrirait en Europe.

La mère de toutes les crises boursières ?

Posté le 24 avril 2015 par Bruno Colmant

Récemment, le CEO de JP Morgan, Jamie Dimon, a prédit qu'une terrible crise financière se préparait. Ce serait alors, après le choc des suppressions de 2008 et la crise souveraine européenne de 2011, l'aboutissement final d'un dérèglement généralisé du système, conduisant à pulvériser le dernier élément de la mécanique financière, à savoir la monnaie elle-même. Quelle est la logique du propos de Jamie Dimon ?

Les institutions financières (banques et entreprises d'assurances) voient la rentabilité de leurs actifs baisser, jusqu'à en devenir marginalement négatifs, puisque les taux d'intérêt atteignent des planchers inconnus dans l'histoire humaine. Cette chute de rentabilité est elle-même combinée à des obligations de limitations de risques, des exigences de liquidité, de capitalisation et de réglementation accrue, qui obère inutilement leur marge bénéficiaire.

Par ailleurs, un contexte de taux d'intérêt bas reflète une économie en grande souffrance. Ce qui apparaît favorable aux États pouvant se financer à coût

réduit, est malheureusement peut-être un indice de difficulté à rembourser les dettes publiques. Ces dernières augmentent en proportion du PIB jusqu'à dépasser les niveaux d'après-guerre, malgré les taux d'intérêt bas, puisque le taux de croissance de l'économie est insuffisant. Comme ces dettes publiques sont redomestiquées (c'est-à-dire ont migré vers l'actif des banques des pays qui les émettent), les banques restent porteuses de risques de défauts souverains. Cette prospective est un véritable risque pour leur rentabilité.

Cette réalité est aggravée par un tassement de la demande de crédits privés, qui est elle-même une des conséquences de la chute de la croissance économique. Pour recycler l'épargne, les banques achètent donc des obligations d'Etats, c'est-à-dire font crédit à l'Etat. Mais, contrairement à des crédits ordinaires, les banques ne doivent (presque) pas disposer de capitaux propres en proportion de ces obligations d'Etat. Les Etats ont donc octroyé des avantages aux banques afin de favoriser leur propre financement. C'est donc une situation circulaire puisque les banques ont dilué leurs déséquilibres dans ceux des Etats, et réciproquement.

De surcroît, le rôle des banques centrales s'est métamorphosé. En temps normaux, ces institutions jouent un rôle passif dans le circuit monétaire, se limitant à calibrer le taux d'intérêt à court terme pour baliser le taux d'inflation. Elles agissent aussi au titre de prêteur en dernier ressort, afin de refinancer des institutions financières sur une base exceptionnelle. La déflation modifie cette configuration puisque les banques centrales animent désormais tout le circuit monétaire à la place des banques commerciales dont les circuits de crédit sont devenus plus visqueux. Elles procèdent à une colossale création monétaire.

Mais alors, pourquoi le CEO de JP Morgan anticipe-t-il une terrible crise financière ? C'est simple: à un certain moment, les taux d'intérêt vont remonter, et peut-être brusquement, parce que les banques centrales tenteront de s'extraire de cette création monétaire permanente ou parce que les taux d'intérêt refléteront une perspective d'inflation. A ce moment, les actifs des banques et compagnies d'assurances subiraient mécaniquement une chute de valeur supérieure à leurs capitaux propres, qui constituent la garantie ultime des déposants et titulaires de polices d'assurances. Les Etats et les banques centrales devront immédiatement intervenir pour éviter une implosion du secteur financier et une contraction de l'économie. Les banques centrales

devront donc créer encore plus de monnaie qui se déprécierait immédiatement.

Voilà le message de Jamie Dimon : les banques centrales se sont engouffrées dans une gigantesque et nécessaire création monétaire dont elles n'arriveront plus jamais à s'extraire, sauf si la monnaie perd graduellement son pouvoir d'achat, c'est-à-dire sa base, au travers de l'inflation. Cela pourrait conduire à une nationalisation larvée de tout le secteur financier, comme ce fut constaté au début de la déflation japonaise. Tout le flux monétaire deviendrait étatisé. A ce moment, une autre configuration financière s'imposerait, très proche de celle des années cinquante, au cours desquelles les banques centrales et commerciales étaient sous contrôle gouvernemental étroit, quand elles n'étaient pas des banques d'Etat, au détriment des actionnaires privés.

[Des changements en lesquels ils ne croient pas](#)



[James Howard Kunstler](#)
[Kunstler.com](#)

Publié le 24 avril 2015

La triste conséquence du refus de laisser libre cours au processus de destruction créative sur le secteur bancaire et au sein des grosses entreprises est que les forces historiques qui se cachent derrière chercheront à s'exprimer d'autres manières sur la sphère politique et de gouvernance. Les tentatives désespérées des banques de faire face à un échec financier ne pourront que provoquer un soulèvement politique, peut-être même une guerre.

C'est un phénomène international dont l'un des résultats sera le délabrement des relations économiques – que beaucoup pensent permanent – que nous appelons le « globalisme ». Les Etats-Unis ont lourdement souffert du globalisme, au travers duquel l'afflux de produits peu chers fabriqués par des esclaves dans des usines d'Asie a masqué la dégénérescence de la vitalité économique locale, de la vie de famille, des normes de comportement et de la cohésion sociale. Cet effondrement est déjà visible au travers des guerres des monnaies, et je suis prêt à parier qu'il mènera bientôt à la mort des 15.000 kilomètres de réseaux de distribution qui relie la Chine à Wal-Mart – et éventuellement à la mort de Wal-Mart, et de tout ce qui y ressemble. Une autre conséquence en sera l'interruption des lignes de distribution de pétrole.

Les Etats-Unis tels qu'ils fonctionnent aujourd'hui (absence d'économies locales, développement des banlieues, centres commerciaux, agrobusiness despotique) ne survivront pas ces interruptions, et nous pourrions aussi nous demander si nos institutions politiques pourront y faire face. Les aspirants au poste de président pour 2016 ne font preuve d'aucune compréhension de ces forces, et des perturbations de grande ampleur sont imminentes. La perspective d'un nouveau face à face Clinton-Bush aux prochaines élections est l'arrière-plan parfait contre lequel pourrait venir se dresser l'effondrement des deux partis qui les soutiennent, qui laisserait derrière lui une immense tourmente politique. Que vous ne la perceviez pas encore ne signifie pas que cette situation est proche.

Aux Etats-Unis, les classes de penseurs sont perdues dans les ravissements de la technologie. Tous peuvent s'imaginer regarder Fast and Furious 7 sur l'écran de leur téléphone dans leur voiture sans chauffeur, mais ne peuvent pas s'imaginer reconstruire les économies locales où les citoyens jouent un rôle économique et social au sein de leur communauté. Ils peuvent recréer l'ingénierie bionique de la viande de hamburger, mais sont incapables de comprendre l'agriculture de petite échelle qui pourrait offrir un emploi à tant d'entre nous.

Le véritable génie d'Hillary, c'est qu'elle parvient à incarner chacun des échecs de notre vie politique actuelle : la micromanipulation obsessionnelle de l'image, l'obscène cupidité, le copinage fatigué, le droit déguisé en égalité des sexes... Mais avant tout, elle n'a aucune idée de l'endroit où nous mène l'Histoire, au cas où vous vous demanderiez ce que signifient les platitudes qu'elle nous offre en guise de représentation de sa pensée. Non pas que je le défende particulièrement, mais je serais intéressé de voir Martin O'Malley entrer en jeu et lever le voile sur son baratin, chose qu'il fera, parce qu'il n'a absolument plus rien à perdre. Les eunuques du New York Times ne le feront sûrement pas.

Ce qui se passe sur la scène financière déterminera les actions qui se dérouleront jusqu'aux élections. Les tensions et les fragilités ne demandent qu'à être libérées. Le moment décisif pourrait être le refus de la Grèce de continuer de rembourser sa dette, la mort de l'industrie de schiste, la décision d'un ennemi des Saoudiens, ou une chaîne d'événements sur le système bancaire parallèle. Pour les Etats-Unis, la cerise sur le gâteau sera

d'apprendre que leur mode de vie actuel n'a aucun avenir. C'est la seule chose qui pourra forcer la formation d'un nouveau consensus autour d'une quelconque alternative et l'émergence d'une génération capable de se battre pour un avenir plausible, même si cela requiert la destruction créative de ce qui de toute façon nous achève aujourd'hui.

Le FMI tira la sonnette d'alarme sur la dette

24 avr 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Nous vous ferons bientôt un compte-rendu complet de notre voyage dans la *puna*. En deux mots, nous n'y sommes jamais arrivé... et nous sommes pratiquement mort en chemin.

Aujourd'hui, cependant, nous jetons un oeil au monde de l'argent. C'est celui qui compte vraiment, non ?

A ce jour, nous avons proposé deux raisons pour lesquelles le 21ème siècle a été un tel flop :

Premièrement, les pays développés sont affligés d'un excès de vieux croûtons. Nous n'avons rien contre les personnes âgées (surtout dans la mesure où nous espérons en devenir une dans pas trop longtemps). Mais les personnes âgées ne construisent pas une économie ; ce sont les jeunes qui s'en chargent. Et ils ne sont pas assez nombreux.

Deuxièmement, les règles, les subventions, les lois et les arrêtés protègent désormais les intérêts financiers établis contre leurs concurrents nouveaux-venus. Les entreprises vieillissent en même temps que la population, tandis que le gouvernement s'empare d'une part croissante de l'économie. Les autorités utilisent la force du monopole pour empêcher la concurrence et récompenser les électeurs actuels ainsi que ceux qui possèdent le capital. Le nouveau-né de 2015 se trouve chargé de dettes, d'obligations et de restrictions censées profiter à ses grands-parents.

Aujourd'hui, nous avons une raison de plus à vous proposer. Comme vous le verrez, elles sont toutes liées. Nous commençons avec cette information de Fox Business :

"Le géant de la finance Fannie Mae vient de lancer son nouveau programme, 'HomePath Ready Buyer', qui donne aux primo-accédants à la propriété un rabais pouvant aller jusqu'à 3% sur le

prix d'achat d'une maison s'ils achètent une propriété Fannie Mae, tant qu'ils suivent un cours en ligne sur l'achat immobilier, qui coûte 75 \$".

On est en train de remettre en place des mécanismes similaires à ceux de l'époque des subprime

Tout à fait. On est en train de remettre en place des mécanismes similaires à ceux de l'époque des *subprime*. Et les autorités (Fannie Mae étant une entité gouvernementale américaine) encouragent à nouveau les gens à se charger de dette hypothécaire.

"Une relance", disent-ils. "Un piège de dette", voilà ce que c'est en réalité.

L'immobilier est, essentiellement, une forme de consommation ; il s'agit d'amélioration du style de vie et non d'amélioration du capital. Or la dette de consommation est devenue si lourde qu'elle ralentit toute l'économie mondiale.

▪ **Si même le FMI le dit...**

Ambrose Evans-Pritchard :

"Le Fonds monétaire international a tiré la sonnette d'alarme au sujet des niveaux de dette exorbitants de par le monde — littéralement, cette fois-ci.

Le World Economic Outlook publié par le FMI décrit une planète prostrée, prise au piège d'une croissance basse, la population vieillissant dans tout l'hémisphère nord tandis que la productivité s'essouffle. Ce malaise n'est pas limité à l'Occident. Le taux de fertilité s'est effondré dans tout l'Extrême-Orient. La main-d'oeuvre chinoise diminue de trois millions de personnes par an.

Le rapport prévient d'une 'réduction persistante' du taux de croissance mondial depuis la Grande récession de 2008-2009, sans signe pour l'instant de retour à la normale. 'La croissance potentielle plus basse compliquera la réduction des ratios de dette publique et privée élevés', affirme-t-il.

Christine Lagarde, présidente du Fonds, appelle cela le 'Nouveau Médiocre'

Christine Lagarde, présidente du Fonds, appelle cela le 'Nouveau Médiocre'.

Le monde entier s'est enfoncé encore plus profondément dans un pacte faustien. Les niveaux totaux de dette publique et privée ont atteint le record de 275% du PIB dans les pays riches, et 175% dans les pays émergents. Tous ont augmenté de 30 points depuis la crise de Lehman.

Personne ne sait exactement si cela est bénin ou comment cela se terminera. La crainte qui hante les seigneurs de la finance mondiale dans les bureaux du FMI cette année, c'est que ces dettes ne soient jamais remboursées. Caveat Creditor".

Médiocre ? Pas du tout. La médiocrité serait une grande amélioration. Ce qu'on a ici, c'est l'horreur. La dette ne fait pas que ralentir la croissance du PIB : elle la met en marche arrière.

Guerre monétaire : quand les devises abandonnent l'étalon-or

24 avr 2015 | [Jim Rickards](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Les guerres monétaires sont l'une des dynamiques les plus importantes du système financier mondial actuel.

Une guerre monétaire est un combat, mais un combat principalement économique. Il s'agit de politique économique. L'idée de base est que les pays souhaitent rendre leur monnaie moins chère. En fait, ils disent vouloir que leur monnaie soit moins chère pour promouvoir l'exportation. Faire en sorte, peut-être, qu'un Boeing soit plus concurrentiel qu'un Airbus au niveau international.

Les pays veulent en fait importer de l'inflation

Mais la vraie raison, celle dont on parle moins, c'est que les pays veulent en fait importer de l'inflation.

Prenez par exemple les Etats-Unis. Leur balance commerciale est déficitaire, et non excédentaire. Une baisse du cours du dollar rend leurs exportations légèrement plus attractives.

Cela fait aussi augmenter le prix des choses que nous achetons (qu'il s'agisse de produits manufacturés, de textiles ou d'électronique etc.) et cette inflation a ensuite un impact sur la chaîne d'approvisionnement américaine. Ainsi, les guerres monétaires sont en fait un moyen de créer des assouplissements

monétaires et d'importer de l'inflation.

Le problème est que si un pays tente de faire baisser le prix de ses devises, un autre pays tentera de faire de même et ainsi de suite, ce qui provoque une course à qui chutera le plus bas.

Lorsqu'elles éclatent, ces guerres peuvent durer cinq, dix, quinze voire vingt ans

J'ai bien sûr déjà évoqué le fait il y a des années dans mon premier livre, bientôt disponible en France. Mon argument était à l'époque le même qu'aujourd'hui : le monde n'est pas toujours en guerre monétaire, mais lorsqu'elles éclatent, ces guerres peuvent durer cinq, dix, quinze voire vingt ans. Elles peuvent durer très longtemps.

▪ Les guerres monétaires du siècle passé

Il y a eu trois guerres monétaires au cours des cent dernières années. La première a couvert la période de 1921 à 1936. Elle a commencé avec l'hyperinflation sous la République de Weimar et a marqué une période de dévaluations successives.

En 1921, l'Allemagne a détruit sa monnaie. En 1925 la France, la Belgique et d'autres ont fait de même. Que s'est-il passé à cette époque, avant la Première Guerre mondiale en 1914 ?

Pendant une longue période avant cette date, le monde s'en était tenu à ce qu'on appelle l'étalon-or classique. Si votre balance des paiements était déficitaire, vous deviez payer la différence en or.

Si votre balance des paiements était excédentaire, vous obteniez de l'or. L'or permettait de réguler l'expansion ou la contraction des différentes économies. Dans ce système, vous deviez être productif, rechercher votre avantage comparatif et garantir un environnement commercial favorable pour obtenir de l'or — ou pour, du moins, éviter de perdre l'or dont vous disposiez déjà. C'était un système très stable, qui permit de soutenir une immense croissance et un faible niveau d'inflation.

Les pays souhaitaient revenir à l'étalon-or, mais ne savaient pas très bien comment s'y prendre

Ce système a été démoli en 1914 : les pays durent alors imprimer de l'argent pour financer les combats de la Première Guerre mondiale. Une fois celle-ci terminée, ce fut le début des années 1920 : les pays souhaitaient revenir à l'étalon-or, mais ne savaient pas très bien comment s'y prendre. En 1922, ce problème fut traité lors d'une conférence organisée à Gênes, en Italie.

▪ **Quand tout change...**

Jusqu'à la Première Guerre mondiale, le monde opérait selon une logique de parité. Il y avait une certaine quantité d'or et une certaine quantité de monnaie-papier adossée à cet or. La quantité de monnaie-papier a ensuite été doublée, ce qui ne laissait que deux choix aux pays qui souhaitaient revenir à l'étalon or.

Ils pouvaient faire doubler le prix de l'or — diminuer de moitié la valeur de leur monnaie — ou diviser par deux la quantité de monnaie papier en circulation. Ces deux solutions étaient possibles, mais les pays devaient faire en sorte que la parité soit atteinte, à un nouveau seuil ou au niveau passé. Les Français dirent "pas compliqué : nous allons diviser par deux la valeur de notre monnaie". Ce qu'ils firent.

Vous avez peut-être vu le film de Woody Allen, *Midnight in Paris*. C'est l'histoire d'un expatrié américain qui mène la grande vie en France au milieu des années 1920... un train de vie rendu possible par l'hyperinflation dans le pays à cette époque. Elle n'a pas été aussi terrible que l'hyperinflation de Weimar en Allemagne, mais elle a quand même été assez radicale. Avec une quantité de dollars modeste, vous pouviez partir en France et y vivre comme un roi.

Le Royaume-Uni dut prendre la même décision, mais procéda différemment : au lieu de doubler le prix de l'or, ils diminuèrent par deux la quantité de monnaie en circulation. Ils revinrent à la parité d'avant-guerre.

Il faut savoir reconnaître que l'on a saboté sa monnaie Cette décision fut prise par Winston Churchill, à l'époque Chancelier de l'Echiquier, et eut des conséquences extrêmement déflationnistes. Ce qu'il faut retenir, c'est que s'il arrive qu'on regrette d'avoir doublé la quantité de devises en circulation, on ne peut jamais revenir en arrière : il faut savoir reconnaître que l'on a saboté sa monnaie. Churchill pensait qu'il était de son devoir de revenir à l'ancienne valeur de l'argent.

Il divisa par deux la quantité de monnaie en circulation, ce qui fit entrer le Royaume-Uni en crise trois ans avant le reste du monde. Les autres pays sombrèrent dans la dépression en 1929, le Royaume-Uni entama cette période en 1926. Je vous parle de cette histoire parce que revenir à l'étalon-or à un prix en livres sterling nettement plus élevé aurait été le bon choix. Le prix inapproprié qui fut fixé contribua à la Grande Dépression.

Les économistes disent aujourd'hui : "nous ne pourrions jamais revenir à l'étalon-or. Vous savez bien que c'est lui qui a provoqué la Grande Dépression !..."

... ou pas, comme nous le verrons dès lundi.

« Énorme déception pour la zone euro selon l'AFP qui est très surprise... ! »

Charles Sannat 24 avril 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Je me moque, je me moque, mais que voulez-vous, à l'AFP il faut être optimiste. D'ailleurs, partout on m'explique qu'il faut savoir « donner des raisons d'espérer » et comme je suis exaspérant, je refuse de faire espérer des choses auxquelles je ne crois pas. Ma pauvre femme en sait quelque chose, elle qui aimerait tant penser que finalement tout va s'arranger...

Tenez, d'ailleurs, j'ai ces derniers temps quelques remarques du type, « la femme de Sannat c'est comme celle de Columbo, on la voit jamais (ce qui est vrai) ou encore elle n'existe pas (ce qui est faux, ma femme existant bien pour ceux qui en douterait) ».

Bref, rien à voir avec la surprise qui s'est abattue aujourd'hui sur les équipes attendrissantes de l'AFP. Les pauvres petits. Ils pensaient tellement que la croissance était enfin revenue. Ils s'imaginaient déjà devant annoncer le retour du plein emploi pour tous. Et puis croire au Père Noël, c'est tellement mignon.

En plus, de vous à moi, avec la baisse du pétrole et la baisse de l'euro plus les injections de monnaie toute fraîche de la part de la BCE, il était évident que la croissance ne pouvait qu'accélérer ?

« Hein, dit papa, la croissance elle va être forte hein... »

– Ben non, répond papa contrarien, car si l'euro baisse pendant que le pétrole baisse, eh bien vu que tu l'achètes en dollars, eh bien cela s'annule... Et puis tu sais, quand ta monnaie baisse, tout ce que tu importes coûte d'autant plus cher et comme tu importes tout vu que tu ne produis plus rien... la baisse de ta monnaie va te faire une belle jambe.

– Meuh... Non papa, t'es «pessimiste» là, voyons... La baisse de l'euro va augmenter nos exportations et on va pouvoir vendre tout plein de choses aux autres pays.

– Mais mon chéri, dit papa contrarien, ce que tu me dis est valable uniquement si tu as encore des usines fabriquant des machins. Mais ces dernières années, nous avons fermé toutes nos usines... donc ce n'est pas parce que la monnaie baisse que l'on vendra plus puisque... nous ne produisons plus rien.

– Pfff...papa... tu es déprimant, tu veux me dire que malgré tout ça, la baisse du pétrole de l'euro toussa toussa, eh bien que dalle ?

– Eh oui fils, que dalle et dans le baba pour ton pouvoir d'achat vu qu'en plus, on aura de l'inflation importée... et pas d'augmentation de salaire...

– Mais c'est pas possible... »

Eh bien si c'est possible. Et d'ailleurs ce n'est pas faute d'essayer de l'expliquer. L'économie c'est très compliqué... mais c'est surtout une affaire et une histoire de bon vieux gros bon sens paysan... Vous pouvez m'expliquer ce que vous voulez sur la relance de notre économie avec la baisse de l'euro, je vous dirai toujours la même chose.

Oui, baisser sa monnaie c'est bon à court terme quand on a ENCORE des USINES... Baisser sa monnaie quand on n'a PLUS d'USINE parce qu'on a tout délocalisé c'est la pire des conneries économiques à faire... Et vous savez quoi ? Nous l'avons faite !! Que c'est drôle...

Croissance : « Énorme déception » pour la zone euro, la France inquiète

Ainsi donc après une baisse de l'euro, une baisse du pétrole et un plan de relance à 1 000 milliards de la BCE, l'AFP découvre que : « La croissance de la zone euro s'essouffle-t-elle ? L'indice PMI composite, publié ce jeudi 23 avril par le cabinet Markit, s'établit à 53,5 contre 54 le mois précédent. C'est « une énorme déception. Contrairement aux attentes, le programme d'assouplissement quantitatif de la BCE n'a pas encore réussi à stimuler la reprise naissante observée en début d'année », a commenté Chris Williamson, chef économiste à Markit. « Il est cependant trop tôt pour parler de véritable repli de la croissance et pour tirer des conclusions définitives sur l'efficacité de la politique de relance », a-t-il estimé. »

Bien sûr mes chers « zamis », surtout ne tirons pas de « conclusions hâtives »... Hahahahahahaha, mais ça ne marche pas et cela ne peut pas marcher... Hé, les gars !! LE MONSIEUR TE DIT QU'IL N'Y A PLUS D'USINE ! Toi comprendre ?

« Le ralentissement enregistré en avril résulte du repli des taux d'expansion en Allemagne et en France, la croissance française affichant une quasi-stagnation liée principalement à une accélération de la contraction dans l'industrie manufacturière, a précisé Markit... »

Hooooo, merde alors, non seulement l'euro baisse... mais notre industrie manufacturière aussi... Hahahahahahahahahahaha... Hé les gars, je ne sais pas si on vous l'a dit... mais vous savez quoi ? On n'a plus d'usine !! Hahahahahahaha mais nous avons 6 millions de nos gars sur le carreau... Même qu'on appelle ça des « chômeurs »...

Bon, je vous ai mis le lien, vous irez lire le reste de la dépêche, c'est assez cocasse... Je crois qu'ils n'ont toujours rien compris à l'AFP comme au gouvernement, c'est vraiment dramatique.

Ha, au fait, vous voulez continuer à vous marrer un peu avec moi ce matin ? Vous vous souvenez de la reprise espagnole, du miracle de l'économie espagnole, de la croissance en Espagne et toussa toussa ? Eh bien l'AFP vient encore de se faire surprendre. Je suis tellement triste pour eux.

Le chômage augmente en Espagne, mauvaise surprise pour le gouvernement

« Le taux de chômage a légèrement augmenté en Espagne au premier trimestre à 23,78 %, une mauvaise surprise pour le gouvernement qui se targue de son bon bilan économique à un mois d'élections régionales et municipales. »

N'oubliez pas que le gouvernement espagnol fait la leçon aux Grecs...

« Mais cette légère amélioration a été effacée par le repli plus fort de la population active. Elle a baissé de 127 400 personnes au premier trimestre pour se monter à 22 899 400.

La quatrième économie de la zone euro continue en effet à voir partir ses étrangers – plus de 300 000 en 2014 – et ses jeunes cherchant un avenir meilleur en Europe ou en Amérique latine, tandis que certains chômeurs

renoncent complètement à retrouver un emploi... »

Ha, pour une reprise, cela ne semble tout de même pas vraiment terrible...

D'ailleurs, comme il faut précariser tout le monde, l'Espagne ne fait pas exception au mouvement et « le pourcentage de personnes travaillant à temps partiel a augmenté à 16,25 %, selon l'Ine ».

Tenez, une autre nouvelle excellente sur la transcendance de la reprise économique de nos amis espagnols : « Le nombre de foyers dont tous les membres en âge de travailler sont au chômage a aussi progressé, à 1,79 million... » Quand même !

Allez, haut les cœurs ! Tout ira mieux que bien, la reprise est là bien que cela fasse déjà 7 ans qu'on vous la promet, mais cette fois vous allez y croire. Maintenant, de vous à moi, si vous ne voulez pas être surpris, préparez-vous car un homme averti en vaut deux comme dit le bon vieux gros bon sens populaire.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

[Embargo : Grèce, Hongrie et Chypre en passe d'être réadmis sur le marché russe](#)

Retenez juste que tous les pays gentils avec la Russie auront le droit d'exporter à nouveau vers la Russie. C'est assez logique et c'est la diplomatie de la carotte et du bâton. L'Europe va pouvoir lancer de nouvelles enquêtes sur ces « pratiques commerciales » douteuses de la part de la Russie en oubliant que finalement, toute cette histoire, nous en sommes avant tout responsables, la Russie n'ayant toujours pas envahi l'Ukraine et Poutine n'habitant pas encore à Kiev... D'ailleurs, que voulez-vous que les Russes fassent d'un pays abritant Tchernobyl...

Charles SANNAT

[Poutine : l'Argentine recevra les technologies nucléaires russes](#)

Il ne s'agit pas de technologies militaires évidemment mais de réacteurs civils et ce sont les Russes qui remportent le marché auprès de l'Argentine. Moscou poursuit sa diplomatie aussi financière que technique.

Les États-Unis finiront par s'isoler eux-mêmes du reste du monde.

Il faut noter également qu'AREVA est absente de tous les nouveaux contrats

nucléaires alors que les projets repartent à la hausse.

Charles SANNAT

Réveil brutal au coeur de l'eldorado pétrolier canadien

Je vous invite à lire cet article de l'AFP sur la fin du mirage de l'eldorado pétrolier au Canada.

Souvenez-vous d'ailleurs des prémices de la crise des subprimes de 2007. C'était les mêmes. Les gros 4×4 achetés à crédit ne trouvaient plus preneur, les gens perdaient leurs boulots. Quelques mois après, la catastrophe...

Cela ne sent vraiment pas bon, tout en sachant qu'il y a pour plus de 5 400 milliards de crédits qui ont été octroyés à cette industrie rien qu'aux USA...

Il va y avoir du sang et des larmes. Cela a déjà d'ailleurs commencé.

Accrochez-vous.

Charles SANNAT

Au cœur de la forêt boréale, ses salaires mirobolants en faisaient un eldorado fantasmé au-delà des frontières du Canada. Mais avec la dégringolade des cours du pétrole et son corollaire de destins brisés, Fort McMurray se demande si l'âge d'or est révolu.

En sept mois à peine, le baril de pétrole a chuté de 60 dollars canadiens (environ 45 euros). Subitement, les sables bitumineux qui reposent sous les conifères de cette région du nord de l'Alberta sont devenus moins rentables à exploiter pour les géants de l'industrie, qui ont donc réduit la voilure. Au moins 20.000 emplois ont ainsi été supprimés depuis l'automne dans l'exploitation du pétrole de cette province de l'Ouest canadien.

Symbole du changement d'époque, le camping de Fort McMurray n'affiche plus complet depuis cet hiver. Pour 1.500 dollars par mois, les terrains situés le long de l'autoroute qui relie cette ville champignon à Edmonton servaient d'ultimes refuges aux plus pauvres, incapables de s'offrir la location d'un appartement en ville.

Mais ces dernières semaines "ils sont beaucoup, beaucoup à être repartis chez eux" faute de travail, constate Chuck, le propriétaire de ce camping aux allures de bidonville, où des bicoques en bois côtoient des caravanes géantes.



Exploitation pétrolière de la compagnie canadienne Syncrude à Fort McMurray, dans les sables bitumineux de la province d'Alberta, le 1er avril 2015 (AFP / Clement Sabourin)

Au cœur de la forêt boréale, ses salaires mirobolants en faisaient un eldorado fantasmé au-delà des frontières du Canada. Mais avec la dégringolade des cours du pétrole et son corollaire de destins brisés, Fort McMurray se demande si l'âge d'or est révolu.

En sept mois à peine, le baril de pétrole a chuté de 60 dollars canadiens (environ 45 euros). Subitement, les sables bitumineux qui reposent sous les conifères de cette région du nord de l'Alberta sont devenus moins rentables à exploiter pour les géants de l'industrie, qui ont donc réduit la voilure. Au moins 20.000 emplois ont ainsi été supprimés depuis l'automne dans l'exploitation du pétrole de cette province de l'Ouest canadien.

Symbole du changement d'époque, le camping de Fort McMurray n'affiche plus complet depuis cet hiver. Pour 1.500 dollars par mois, les terrains situés le long de l'autoroute qui relie cette ville champignon à Edmonton servaient d'ultimes refuges aux plus pauvres, incapables de s'offrir la location d'un appartement en ville.

Mais ces dernières semaines "ils sont beaucoup, beaucoup à être repartis chez eux" faute de travail, constate Chuck, le propriétaire de ce camping aux allures de bidonville, où des bicoques en bois côtoient des caravanes géantes.

Ici, les employés des complexes pétroliers cohabitent avec des immigrés somaliens - nombreux au Canada - qui survivent en ramassant à longueur de journée des canettes et des bouteilles consignées.

Tous ne voient pas d'un mauvais œil le marasme ambiant, qui aura au moins eu l'avantage de stopper la spéculation immobilière: "Je vais peut-être enfin

pouvoir m'acheter un appartement en ville", confie Bob, un plombier spécialisé, dans sa salopette indigo.

"À toute chose malheur est bon", dit-il avant de s'éloigner dans son vieux pickup bleu vers les raffineries dont les longs panaches de fumées s'élèvent au nord de la ville.

Depuis la chute des cours du pétrole, les licenciements se sont abattus en cascades sur les commerces et les petites entreprises de Fort McMurray.

L'hécatombe se mesure particulièrement à la banque alimentaire locale où le nombre d'usagers a augmenté de 74% depuis janvier, indique sa directrice Arianna Johnson.

"On voit les conséquences des licenciements: familles abandonnées, foyers qui éclatent... les gens n'ont plus les moyens de s'alimenter", explique-t-elle dans le vaste entrepôt rempli de boîtes de conserves.

A un jet de pierre, le long de la rue principale poussiéreuse, le constat est identique au Center of Hope (Centre de l'Espoir, NDLR), un accueil de jour pour sans-abri. "On voit beaucoup de nouveaux visages, des jeunes hommes surtout", note le responsable des lieux, Stephen Bryants. Il y a ceux qui sont arrivés récemment après avoir entendu qu'ici "les rues sont pavées d'or" et ceux "qui n'étaient pas capables de garder leur emploi".

- Diversification nécessaire -

De même que la ruée vers l'or avait permis le peuplement du Yukon à la fin du XIXe siècle, le mythe de l'argent facile dans le pétrole a fait la légende de Fort McMurray. Au cours de la dernière décennie, sa population a plus que doublé, pour atteindre 80.000 habitants. Des régions sinistrées du littoral atlantique aux quartiers somaliens de Toronto, cet eldorado a fait le rêve d'une génération de Canadiens.

"Gagner 150.000 à 200.000 dollars canadiens par an (brut), c'est courant ici", confie Chris Fitch, un électricien employé dans les raffineries. C'est trois à quatre fois le salaire moyen au Canada.

Face au manque de main-d'œuvre et aux coûts élevés de la vie dans cette zone reculée, même les chaînes de restauration rapide offrent des salaires deux fois plus cher qu'ailleurs dans le pays.

Attablé au comptoir d'un bar branché de Fort McMurray, Arthur Christensen,

vieux routard du Grand Nord, juge que l'impact brutal de la chute des prix du brut sur cette ville n'a rien de surprenant.

"Le problème, c'est que les gens qui travaillent dans les matières premières refusent de voir que ce genre de choses vont arriver, alors ils dépensent tout ce qu'ils gagnent en moto-neiges, quads, gros pickups... jusqu'à ce que la crise arrive", dit ce surveillant de chantier originaire de Colombie-Britannique (ouest du Canada).

Refusant de céder au pessimisme et convaincue que les prix de l'or noir finiront par repartir à la hausse, la maire Melissa Blake juge le temps venu de diversifier l'économie de sa ville. Comme dans l'événementiel sportif: Fort McMurray dispose du plus grand complexe sportif couvert du pays, flambant neuf et entièrement financé par les groupes pétroliers dont les logos rappellent les largesses.

Cette diversification est saluée par le Français Jean-Marc Guillaumot: cet homme d'affaires influent natif de Casablanca (Maroc) dirige sept hôtels et espère ainsi pallier la brusque chute des réservations enregistrée ces derniers mois. Car il prévoit déjà pour cette année "25% de revenus en moins par rapport à 2014" et selon lui, la crise risque de durer.

La maire Melissa Blake reconnaît qu'"il est nécessaire que certaines personnes s'interrogent sur leur avenir ici".

Et pour l'électricien Chris Fitch, nul doute qu'"un jour on parlera du boom du début du siècle". "L'âge d'or est derrière nous", dit-il.

[Les commandes des usines des plus grandes économies du monde ont été décevantes en avril](#)

par Audrey Duperron · 23 avr. 2015 [Express.be](#)



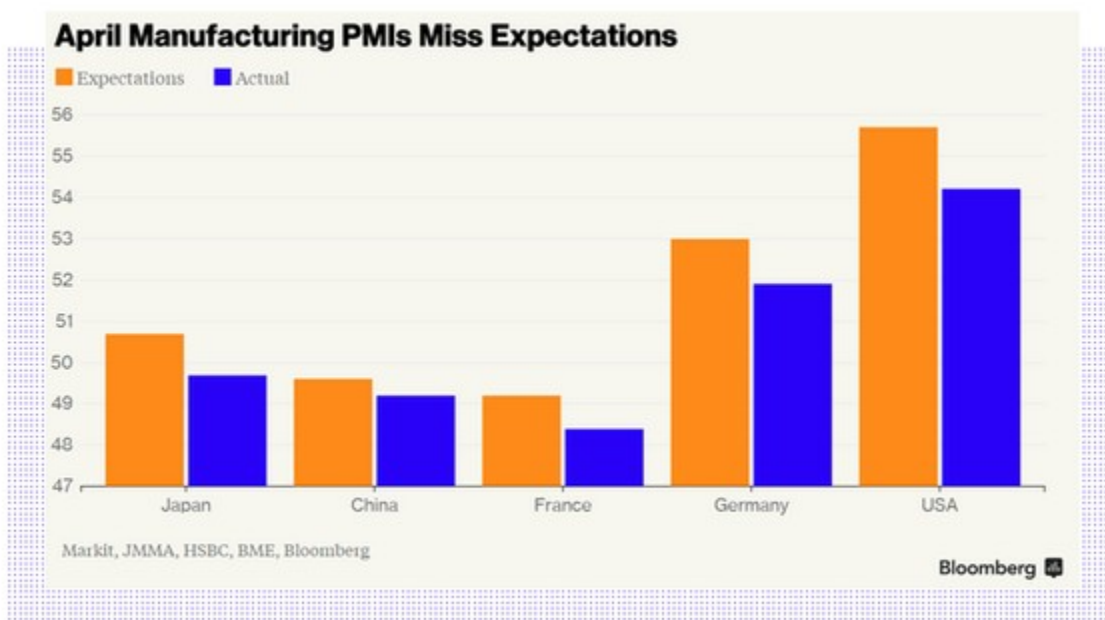
Des ouvriers installent des pipelines pour l'extraction de gaz de schiste, le 13 avril 2012 près de

Les chiffres (en bleu) des Manufacturing Purchasing Managers Index (PMI), qui ont été calculés à partir d'enquêtes portant sur les intentions de commandes des responsables des achats de grandes entreprises des pays concernés, ont été en deçà des attentes (en orange) pour toutes les grandes économies du monde en avril.

Le Japon, la Chine et la France ont été particulièrement décevants, avec des indices inférieurs à 50, ce qui indique une contraction de l'activité économique.

Le PMI confirme la tendance à la baisse pour le Japon et la Chine, le maintien d'indices inférieurs à 50 en France, et un retournement pour les États-Unis et l'Allemagne, qui avaient pourtant enregistré des indices remarquablement favorables au début de cette année.

En particulier, l'économie française suscite des inquiétudes. Malgré une réduction de moitié des cours du pétrole, une dépréciation de l'euro de 25% en 12 mois et les milliards d'euros pompés dans l'économie de la zone euro à travers le programme d'assouplissement quantitatif de la Banque Centrale européenne, nos voisins connaissent une légère accalmie, mais ne bénéficient pas d'une reprise économique digne de ce nom.



Les exportations algériennes de pétrole vers les États-Unis en forte baisse

13:40 mercredi 22 avril 2015 | Par Yacine Babouche , TSA



Les importations américaines de pétrole provenant d'Afrique, et en particulier d'Algérie et du Nigéria, sont en forte baisse, a annoncé l'Agence d'Information sur l'Energie américaine (EIA), selon une information rapportée, ce mercredi 22 avril, par The Guardian Nigeria. L'EIA a en effet révélé que les importations américaines de pétrole brut léger provenant d'Afrique ont diminué de 92.7%, spécialement le pétrole importé d'Algérie et du Nigéria.

L'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), dont l'Algérie est membre, a pour sa part annoncé dans son rapport d'avril 2015 une baisse de 45% des importations américaines de pétrole du cartel par rapport à avril 2014. La part de marché de l'OPEP dans les importations américaines s'élève à 10%.

L'OPEP a par ailleurs annoncé que la demande globale de pétrole va augmenter en 2015. Le cartel considère en effet qu'il est en train de remporter la bataille des prix qui l'oppose aux producteurs de gaz de schiste américains, qui sont en train de faire faillite à cause du cours du pétrole trop bas pour eux.

Doit-on toujours payer ses dettes ?

Thomas Piketty 20 avril 2015 , liberation.fr

Pour certains, la question est évidente : les dettes doivent toujours être repayées, il n'existe pas d'alternative à la pénitence, surtout quand cela est écrit dans le marbre des traités européens. Pourtant, un rapide coup d'œil à l'histoire des dettes publiques, sujet passionnant et injustement négligé,

montre que les choses sont beaucoup plus complexes.

Première bonne nouvelle : on trouve dans le passé des dettes publiques encore plus importantes que celles observées actuellement, et on s'en est toujours sorti, en ayant recours à une grande diversité de méthodes. On peut distinguer d'une part la méthode lente, qui vise à accumuler patiemment des excédents budgétaires, afin de rembourser petit à petit les intérêts puis le principal des dettes en question ; et, d'autre part, une série de méthodes visant à accélérer le processus : inflation, impôt exceptionnel, annulations pures et simples.

Un cas particulièrement intéressant est celui de l'Allemagne et de la France, qui en 1945 se retrouvent avec des dettes publiques de l'ordre de deux années de produit intérieur brut (200% du PIB), soit des niveaux encore plus élevés que la Grèce ou l'Italie aujourd'hui. Dès le début des années 50, cette dette était retombée à moins de 30% du PIB. Une réduction aussi rapide n'aurait évidemment jamais été possible avec l'accumulation d'excédents budgétaires. Les deux pays utilisent, au contraire, toute la panoplie des méthodes rapides. L'inflation, très forte des deux côtés du Rhin entre 1945 et 1950, joue le rôle central. A la Libération, la France institue également un impôt exceptionnel sur le capital privé, atteignant 25% sur les plus hauts patrimoines, et même 100% sur les enrichissements les plus importants survenus entre 1940 et 1945. Les deux pays utilisent également diverses formes de «*restructurations de dettes*», nom technique donné par les financiers pour désigner le fait que l'on annule purement et simplement tout ou partie des créances (on parle aussi, plus prosaïquement, de *haircut*). Comme, par exemple, lors des fameux accords de Londres de 1953, où l'on annula l'essentiel de la dette extérieure allemande. Ce sont ces méthodes rapides de réduction de la dette - et notamment l'inflation - qui ont permis à la France et à l'Allemagne de se lancer dans la reconstruction et dans la croissance de l'après-guerre sans le fardeau de la dette. C'est ainsi que ces deux pays ont pu dans les années 50-60 investir dans les infrastructures publiques, l'éducation et le développement. Et ce sont ces deux mêmes pays qui expliquent maintenant au sud de l'Europe que les dettes publiques devront être repayées jusqu'au dernier euro, sans inflation et sans mesure exceptionnelle.

Actuellement, la Grèce serait en léger excédent primaire : les Grecs paient un

peu plus d'impôts qu'ils ne reçoivent de dépenses publiques. D'après les accords européens de 2012, la Grèce est censée dégager un énorme excédent de 4% du PIB pendant des décennies afin de rembourser ses dettes. Il s'agit d'une stratégie absurde, que la France et l'Allemagne n'ont fort heureusement jamais appliqué à elles-mêmes.

Dans cette amnésie historique extraordinaire, l'Allemagne porte évidemment une lourde responsabilité. Mais jamais ces décisions n'auraient pu être adoptées si la France s'y était opposée. Les gouvernements français successifs, de droite puis de gauche, se sont montrés incapables de prendre la mesure de la situation et de proposer une véritable refondation démocratique de l'Europe.

Par leur égoïsme à courte vue, l'Allemagne et la France maltraitent le sud de l'Europe et, par la même occasion, se maltraitent elles-mêmes. Avec des dettes publiques avoisinant les 100% du PIB, une inflation nulle et une croissance faible, ces deux pays mettront eux aussi des décennies à retrouver une capacité d'agir et d'investir dans l'avenir. Le plus absurde est que les dettes européennes de 2015 sont pour l'essentiel des dettes internes, comme d'ailleurs celles de 1945. Les détentions croisées entre pays ont certes atteint des proportions inédites : les épargnants des banques françaises détiennent une part des dettes allemandes et italiennes, les institutions financières allemandes et italiennes possèdent une bonne part des dettes françaises, et ainsi de suite. Mais si l'on considère la zone euro dans son ensemble, alors nous nous possédons nous-mêmes. Et même davantage : les actifs financiers que nous détenons en dehors de la zone euro sont plus élevés que ceux détenus en zone euro par le reste du monde.

Plutôt que de se rembourser à nous-mêmes notre dette pendant des décennies, il n'appartient qu'à nous de nous organiser différemment.

[Thomas PIKETTY directeur d'études à l'EHESS et professeur à l'Ecole d'économie de Paris.](#)

CONSEILS ÉCLAIRÉS DES « PROS » DE LA FINANCE

23 avril 2015 par François Leclerc

Il est parfois réconfortant, et toujours instructif, de lire la presse financière professionnelle. Ainsi, toutes les semaines, AGEFI finances décrypte l'actualité et s'ouvre par un éditorial mettant les points sur les « i ».

Le dernier en date n'y manque pas, qui lance « un salutaire avertissement ». Reprenant celui qu'a lancé le FMI à propos de la gestion d'actifs, il confirme « sans stigmatiser cette profession » que ses représentants gèrent désormais l'équivalent du PIB mondial. Ce secteur non régulé en pleine croissance serait devenu de parole d'expert le lieu d'excellence de la prochaine tempête si rien n'était fait pour la contenir.

Quel serait le danger ? Une crise de liquidité ! Ce mortel immobilisme dans lequel les marchés se figent quand toute confiance est évanouie. Quel serait le déclencheur ? La remontée des taux de la Fed. Quel remède y voit notre éditorialiste, Philippe Mudry ? « Rouvrir le dossier de la tenue de marché bancaire » et redonner à un « univers bancaire qui s'est replié sur lui-même » les moyens d'assurer comme auparavant la liquidité. « Se passer du pôle de résistance que constituent des bilans bancaires solides n'est pas raisonnable », argumente-t-il.

L'argument est imparable : face aux périls que représente le shadow banking, les banques sont encore la meilleure parade, et il ne faut pas leur porter « des coups irréparables ». Les régulateurs entendront-ils cet appel au bon sens et à la mansuétude ?

[La bombe à retardement déflationniste à elle été désamorcée ?](#)

<http://boursebinaire.fr> Posté par Julie le 22 avril 2015

Depuis près de deux ans, les dirigeants des institutions financières parlent de déflation, un phénomène qui fait trembler la planète financière et l'économie en général. Dans cet article intitulé « La bombe à retardement déflationniste à elle été désamorcée ? » je vous propose de faire la lumière sur les mécanismes de la déflation, en prenant pour exemple un pays qui lutte contre les forces déflationnistes depuis près de 20 ans, le Japon. **Les disciples de Milton Keynes estiment que la déflation représente un danger mortel pour l'économie**, et que tous les moyens disponibles doivent être mis en œuvre afin de lutter contre. Leur postulat est que la déflation incite les

consommateurs à épargner et à reporter leurs achats en anticipant une baisse des prix. Tandis que les entreprises réduisent leurs investissements et leurs capacités de production. C'est notamment l'une des raisons pour laquelle [la banque centrale européenne a lancé un vaste programme d'assouplissement quantitatif](#) afin de lutter contre les pressions déflationnistes dans la zone euro.

Déflation, inflation et désinflation, une valse à trois temps ?



Contrairement à l'inflation, **la déflation consiste en une baisse des prix durables, ce phénomène ne doit pas être confondu avec une baisse du taux d'inflation qu'on appelle désinflation.** Le risque déflationniste apparaît [dans une économie lorsque la demande chute par rapport à l'offre de biens ou de services proposés sur le marché.](#) Toutefois, lorsque la déflation ne touche qu'un seul secteur de l'économie, ce qu'on appelle une déflation sectorielle, elle peut avoir des effets positifs. En effet, le meilleur exemple, et la baisse des prix sur le matériel informatique, ou l'électronique grande publique qui a permis à une large frange de la population de s'équiper, créant de facto de nouveaux marchés. Lorsqu'en revanche, la spirale déflationniste touche l'ensemble de l'économie, il devient alors **très difficile d'inverser la tendance, comme le prouve la situation du Japon qui lutte depuis près de 20 ans contre les pressions déflationnistes.**

Voir aussi :

[Des vidéos de formation gratuites pour apprendre à trader](#)

Les avantages de la thésaurisation de la monnaie sur le pouvoir d'achat.



L'un des plus grands spécialistes de la déflation et de ses conséquences pour une économie basée sur la consommation M. Barton Biggs décrivait la déflation comme une ère glaciaire financière. L'exemple donné est celui d'une personne qui épargnerait sans compter depuis **le milieu des années 90 où la déflation a fait son apparition au Japon, et qui malgré les nombreuses tentatives de relance de l'économie par la planche à billets, n'arrive pas à relancer l'inflation.** Ainsi cette personne ayant épargné 100 000 yens en 1995, celui-ci en 2015 disposerait d'un pouvoir d'achat de 120 000 yens. La déflation n'incite pas à emprunter, puisque la chute des prix et la possible chute des revenus nominaux rendent les dettes plus difficiles à rembourser. L'autre caractéristique principale d'un refroidissement déflationniste ce sont des taux d'intérêt extrêmement bas voire inexistants. Ainsi, **à l'échelle du pays du soleil levant, l'épargne totale des Japonais dormant sous le matelas coupure est estimée à 300 milliards de dollars.** C'est l'une des raisons qui ont poussé le premier ministre japonais Shinzo Abe et le gouverneur de la BoJ (Banque centrale du Japon) M.Hahuriko Kuroda à lancer le fameux programme Abenomics pour lutter contre la déflation.

Le refroidissement déflationniste oblige à penser autrement

Un environnement déflationniste étalé sur la durée oblige les investisseurs à repenser les concepts d'investissement de base. **Aujourd'hui c'est environ 3 000 milliards de dollars de dettes en Europe et au Japon qui s'échangent à des taux d'intérêt négatifs.** « Les obligations d'État danoises, suisses et allemandes s'échangent toutes avec des rendements négatifs sur plus de cinq ans, et sur 10 ans pour les Suisses. Idem du côté des obligations d'entreprise,

ainsi le géant de l'agroalimentaire Suisse, Nestlé a émis 500 millions d'euros d'obligations avec des rendements négatifs. **Les analystes décrivent souvent l'économie japonaise comme stagnante depuis 20 ans.** De prime abord, cela semble être le cas. Mais lorsque l'on intègre la variable déflation, le résultat est différent. Les revenus japonais ont apparemment chuté mais les prix de tous les biens et services, du journal au coiffeur, de l'immobilier aux sushis, sont restés scotchés à leur niveau des années 80.

Conclusion

Les pressions déflationnistes obligent à revoir notre façon d'interpréter les statistiques économiques. À situation exceptionnelle mesure exceptionnelle, bien que celles-ci heurtent notre manière d'appréhender des concepts communément acceptés. **Valoriser les actions et les actifs devient plus difficile parce que beaucoup des modèles existants ne fonctionnent plus.** Comment calculer un modèle d'actualisation des dividendes lorsque le dénominateur est négatif ?

L'étalon immobilier

Michel Santi avril 2015

Les autorités américaines envisageaient sérieusement de nationaliser des pans entiers de leur système bancaire, au plus fort de la crise de 2008. Quoiqu'il en soit, le gouvernement fédéral avait à la même époque complètement pris le contrôle de l'immense marché des hypothèques. Sans la garantie et sans le soutien total des pouvoirs publics de ce pays, le marché immobilier US (déjà dramatiquement sous pression à cause des prêts subprimes) aurait subi une liquéfaction désastreuse. Cette mainmise de l'Etat fédéral fut donc concrétisée à travers la nationalisation de « Fannie Mae » and « Freddie Mac », ces deux sociétés géantes qui prennent la relève lorsqu'un débiteur hypothécaire s'avère défaillant. Du coup, c'est pas moins de 65% des crédits immobiliers américains que contrôlent aujourd'hui ces deux entités, par rapport à 27% en 2006 ! Par ailleurs, les « Federal Housing Authority » et « Department of Veteran's Affairs » garantissent pour leur part 20% des hypothèques, contre à peine 3% en 2006. En conséquence, comme 9 prêts immobiliers sur 10 sont aujourd'hui cautionnés par le contribuable américain par rapport à 3 prêts sur 10 en 2006, le marché immobilier de ce pays se

retrouve quasiment nationalisé!

Il est crucial de bien comprendre et cerner les enjeux. En effet, que les flambées immobilières ne nous induisent pas en erreur car, tant aux Etats-Unis qu'en Europe, les multiples aides en faveur de l'accès à la propriété n'ont été que la manière la plus facile pour les banques et pour l'Etat de créer des capitaux afin de nous donner une illusion de confort matériel et, ce, à mesure que nos salaires pour leur part étaient en plein déclin. Le processus est élémentaire car l'argent créé par les banques est ainsi utilisé au jour le jour pour l'ensemble de nos transactions quotidiennes, sans même que l'on y pense ou qu'on le soupçonne. De fait, nos cycles économiques sont désormais très substantiellement affectés par le marché immobilier, car c'est à ce dernier que nos économies doivent l'essentiel de la masse monétaire en circulation. Dès lors, et comme l'immobilier est le régulateur fondamental de notre croissance, toute crise immobilière exerce des effets quasiment dévastateurs sur l'ensemble de l'activité économique. L'effet multiplicateur du marché immobilier est donc magnifié, dans le bon sens mais surtout dans le mauvais, car huit des dix dernières récessions occidentales furent provoquées par des crises immobilières. En effet, en dépit de l'intégration de nos économies, malgré toutes leurs avancées technologiques et leur taille parfois gigantesque (comme celle des Etats-Unis), une tourmente immobilière dégénère quasi-inmanquablement en récession généralisée, car l'immobilier est aux sources d'une création monétaire massive.

Comme le système financier, et avec eux les pouvoirs publics, sont pertinemment conscients des dangers existentiels d'une chute brutale de ce marché, c'est également le système de la valorisation des biens qui se retrouve faussé. Il y a en effet trois principales méthodes pour estimer la valeur d'un bien immobilier: le cash flow, le coût de remplacement et par comparaison. Cependant, comme le cash flow – c'est-à-dire les loyers – et comme les coûts de remplacement – c'est-à-dire la reconstruction pure et simple du bien en question – ne justifient évidemment pas les prix pratiqués, c'est donc la valorisation par comparaison qui prévaut. Cependant, comme le système bancaire privé s'adosse principalement sur l'immobilier pour sa création monétaire, et comme nul mécanisme ne saurait remplacer de nos jours l'effet de richesse induit par ce marché permettant de soutenir la consommation au sein de nos économies, nous nous retrouvons donc dans des situations aberrantes comme celle qui prévaut aujourd'hui aux Etats-Unis

où c'est l'Etat qui contrôle de facto le marché immobilier.

En d'autres temps et avec l'or, ceci s'appelait l'étalon or, dont la convertibilité avec les billets de banque était légale et clairement définie. Aujourd'hui, les dollars et les euros que nous possédons sont indirectement convertibles contre de l'immobilier car l'essentiel de la monnaie créée par les banques est justifiée par l'essor du marché immobilier. Comme les banques et comme le « shadow banking » créent de l'argent ex-nihilo simplement adossé sur une valorisation de l'immobilier (dont on sait de surcroît qu'elle est fallacieuse), nous vivons donc – non dans un système d'étalon or – mais d'« étalon immobilier », où la quasi-totalité de notre monnaie n'existe que par ce marché et que pour encourager son appréciation.

Des experts l'affirment: « Le temps de l'exclusivité américaine est fini »

By [Mickael - Fondateur de News360x](#) - avril 21, 2015

Selon Paul Farrell, chroniqueur pour Market Watch, « le temps de la prédominance économique et de l'exclusivité américaine est fini ». Les États-Unis perdent non seulement en compétitivité économique vis-à-vis de la Chine et de certains pays en voie de développement mais ils sont également incapables d'arrêter la chute de leur PIB.

Le développement éclair de la Chine et de certains pays en voie de développement mine toujours plus le concept d'exclusivité américaine.

« Nous ne sommes plus une superpuissance économique », écrit Paul Farrell pour le portail Market Watch.

Parmi les preuves qui étayent cette affirmation, l'indice *Dow Jones Industrial Average* a battu son record le plus bas, atteignant les 6 547 points en 2009. Il est aujourd'hui de 18 288 points, ce qui signifie que la bulle qui s'est formée sur le marché financier va bientôt éclater.

À ce sujet, un économiste de l'Université Northwestern (Illinois, États-Unis), Robert Gordon, prévoit que certains problèmes, comme le changement démographique, la stagnation du système éducatif, les inégalités de revenus et les importants taux d'endettement contribuent à réduire le PIB américain

dans des proportions allant jusqu'à 0,2% d'ici à la fin du xxi^e siècle.

« Il n'est pas surprenant que la Banque mondiale et le FMI fassent part de leur inquiétude concernant l'avenir des États-Unis.

L'économie américaine sombre et c'est pourquoi nous nous trouvons en face de l'abîme tandis que les problèmes structurels nous poussent toujours plus vers le précipice », affirme cet économiste.

« Dernière minute »

Grèce: une entente de financement semble hors de portée

LesAffaires.com 24 avril 2015 Publié à 07:02

La zone euro a mis vendredi la pression sur la Grèce, sommée d'«accélérer» les négociations avec ses créanciers, pour éviter une sortie de route, alors que les caisses du pays sont quasiment vides.

Au départ, la réunion des ministres de la zone euro à Riga était censée sceller un accord entre Athènes et ses créanciers, permettant de remettre sous perfusion financière le pays, privé de tout versement depuis août. En jeu, le versement d'une tranche vitale de 7,2 milliards d'euros bouclant les quelque 240 milliards déjà prêtés au pays depuis 2010.

Mais «les progrès dans les négociations techniques ne sont pas suffisants pour parvenir à un accord durant cet Eurogroupe », a estimé Valdis Dombrovskis, le vice-président de la Commission en charge de l'Euro, confirmant ce que nombre de responsables laissaient entendre depuis des jours.

«Je ne pense pas que nous allons faire suffisamment de progrès aujourd'hui», a renchéri le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, à son arrivée à la réunion.

La Bourse d'Athènes bondissait de 4,43% vendredi à la mi-journée, les investisseurs espérant malgré tout des avancées dans les tractations d'Athènes avec ses créanciers, même si aucun accord ne devrait intervenir vendredi.

Athènes et ses créanciers ont multiplié les réunions ces derniers jours, aux niveaux technique comme politique. De légères avancées ont été enregistrées,

selon plusieurs sources, mais un accord est encore loin d'être en vue concernant la liste de réformes que le gouvernement de gauche radicale s'est engagé à faire avaliser par ses créanciers.

S'il ne s'est pas exprimé à son arrivée à la réunion, le ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, a jugé sur son blogue que «les désaccords ne sont pas insurmontables».

«Notre gouvernement est prêt à rationaliser le système de retraites (par exemple en limitant les pré-retraites)» et «à mener des privatisations partielles», a-t-il relevé, citant deux des points de friction entre Athènes et ses partenaires.

Les discussions butent aussi sur un relèvement de certains taux préférentiels de TVA, et la dérégulation du marché du travail, érigés en « lignes rouges » par Athènes.

Sentiment d'urgence

Le temps reste pourtant compté, alors que la Grèce doit s'acquitter le 12 mai d'un remboursement de quelque 950 millions d'euros au FMI, avant de devoir verser salaires des fonctionnaires et retraites à la fin du mois.

Il y a «un sentiment d'urgence que nous voulons transmettre. Le message sera passé aux autorités grecques», a souligné Pierre Moscovici, le commissaire européen chargé des Affaires économiques. «Le message est accélérons», a-t-il encore insisté.

«Il y a un grand sentiment d'urgence», a renchéri Jeroen Dijsselbloem, le patron de l'Eurogroupe, estimant «plus important» pour les autorités grecques que pour la zone euro de trouver une solution rapidement, face au risque d'un défaut par accident.

A Athènes, le porte-parole du gouvernement Gabriel Sakellaridis a aussi affiché son impatience: « nous demandons que le problème de la liquidité soit résolu. Nous ne voulons plus du supplice de la goutte », a-t-il affirmé à la télévision Mega. « Le Grexit n'est pas notre choix », a-t-il ajouté, alors que les deux parties s'accusent de jouer la montre face à cette menace.

La veille, le Premier ministre grec Alexis Tsipras avait saisi l'occasion du sommet extraordinaire sur l'immigration à Bruxelles pour plaider sa cause

auprès de la chancelière allemande, Angela Merkel, et du président français, François Hollande.

Il s'est affirmé « plus optimiste » après ces discussions, voyant un accord « plus proche qu'avant ».

A Riga, M. Dijsselbloem a aussi affirmé avoir « eu vent de nouvelles positives la semaine dernière ». « Mais je dois en savoir plus », a-t-il tempéré.

Le prochain Eurogroupe est prévu le 11 mai à Bruxelles. Un rendez-vous dès la semaine prochaine est évoqué, si une percée significative était enregistrée dans les discussions, selon une source européenne.

Mais désormais, « le moment crucial, c'est fin juin », quand le deuxième programme d'assistance financière pour la Grèce prendra fin, a souligné à l'AFP le ministre français des Finances, Michel Sapin.

« C'est la date butoir », a affirmé le ministre slovaque des Finances, Peter Kazimir.

Reste aussi la question de l'après-30 juin au vu de l'incapacité du pays à revenir sur les marchés dans l'immédiat. Il y a « l'idée d'un nouveau contrat », une nouvelle forme d'assistance, « mais ce n'est pas encore discuté », a indiqué le ministre français.